nteraction

VOLUME 20, NUMÉRO 2, ÉTÉ 2006



Tout Nouveau chez WINTERGREEN

VINTERGREEN à Quatre Places!



Poussette standard à quatre places

La construction de ce nouveau modèle contemporain adopte la technologie de pointe pour répondre aux exigences des garderies. Solidement construite au moyen de matériaux de qualité supérieure, la poussette est munie de freins antifugues qui s'engagent en relâchant la poignée, ce qui donne à l'éducatrice, en tout temps, plein contrôle de la poussette. Autres caractéristiques: dix grandes roues pour une opération en douceur, paniers de rangement extra grands et parasol double.



Vous trouverez les Poussettes Standard à Quatre Places à la page 75 dans notre nouveau catalogue

WINTERGREEN

Matériel d'apprentissage 2006

Interaction Volume 20, numéro 2, été 2006



Faits saillants de la recherche actuelle sur la qualité

28 Élargir et approfondir la définition des pratiques exemplaires dans le secteur professionnel du développement de la petite enfance au Canada

Rachel Langford et Zeenat Janmohamed

30 Pourquoi les services de garde de haute qualité sont-ils essentiels? Le lien entre les services de garde de qualité et l'apprentissage chez les jeunes enfants

Centre du savoir sur l'apprentissage chez les jeunes enfants

34 La promotion de la qualité dans les services de garde en milieu familial: que nous apprend la recherche? Gillian Doherty

Sections

OPINIONS

- Dans les coulisses
- À l'interne
- De mon observatoire

Barbara Covle

- Budget fédéral et services de garde à l'enfance : pas de référence à la qualité
- Une enquête auprès des membres servira à orienter l'avenir de la FCSGE

Yvonne Dionne

- Des racines, des ailes et une raison d'être Sharon Sangster
- Le rêve du choix en matière de services de garde dans les milieux ruraux **Sharron Arksey**
- Un athlète olympique affirme que garder les enfants actifs est un jeu d'enfant
- Sara Tarle Découvrez votre « arbre familial » durant la Semaine nationale de la famille! Michael Olson

PRATIQUE

- Pathways to Success, un programme destiné à améliorer la situation dans les collectivités rurales, éloignées et nordiques
 - Jane Wilson et Carol Gott
- Une nouvelle initiative fait le pont entre la science et le développement de la petite enfance Janet Jamiesen
- Organisons une réunion en classe! Julie Hansen
- M'as-tu vu? M'as-tu lu? Marina O'Grady-Lamont
- Les enfants s'expriment par les arts dans plusieurs langues Sandra Braun
- Carrefour éthique Janice Mackinnon et Paula Leblanc
- Info-Santé La sécurité des terrains de jeux Société canadienne de pédiatrie

- Échos de la recherche
- Réseau pancanadien et au-delà
- 40 Calendrier
- Ressources

Ce numéro d'Interaction est accompagné de la feuilleressources nº 80 - Environnements de jeu extérieurs.



Interaction est publié trimestriellement et distribué aux membres de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE). Toute annonce publicitaire doit être approuvée par la rédaction. La FCSGE n'est pas responsable des déclarations ou représentations de faits ou des opinions présentées dans les annonces publicitaires paraissant dans Interaction. En outre, l'acceptation de publier une annonce n'implique pas que la FCSGE endosse les produits ou les services qu'on y vante. Les tarifs concernant la publicité sont disponibles sur demande. Tirage : 11 000. Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la FCSGE. © FCSGE — Ce symbole indique que les droits d'auteur appartiennent à la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance. Il n'est pas nécessaire d'obtenir une autorisation pour photocopier les articles qui sont marqués de cette mention dans Interaction s'ils sont destinés à des fins de formation publique, mais les photocopies ne doivent pas être vendues. Pour obtenir l'autorisation de reproduire tout le matériel contenu dans Interaction, prière d'écrire à la Fédération. © Auteur — Ce symbole indique que les droits d'auteur appartiennent à l'auteur. Pour obtenir l'autorisation de reproduire ou de photocopier ces articles, il faut s'adresser directement à l'auteur.



Dans les coulisses

Dans l'autobus, dans les cafés, aux nouvelles, dans les réunions de famille... tout le monde parle de la garde d'enfants. Malheureusement, au lieu de parler de la meilleure façon dont le Canada en tant que pays peut répondre aux besoins divers en matière d'apprentissage et de garde qu'éprouvent les enfants et les familles du pays, la discussion publique est campée autour de l'éternel débat entre les mères qui ont un emploi et celles qui restent à la maison pour s'occuper de leurs enfants, entre les soins informels et les soins en établissement.

Peu importe le point de vue adopté, personne ne peut s'opposer au fait que plus de la moitié des enfants du Canada évoluent dans un service d'apprentissage et de garde quelconque. Personne ne peut réfuter non plus que, compte tenu du nombre d'enfants dans un service de garde, il est essentiel de leur offrir des soins de la meilleure qualité possible.

La variété et la portée des articles dans ce numéro d'Interaction montrent que la qualité reste la grande priorité du secteur de la garde de la petite enfance. Plusieurs articles présentent des pratiques novatrices, des outils de formation et des modèles communautaires qui mettent l'accent sur divers aspects des soins de qualité.

La section À propos réunit divers points de vue de la recherche sur la qualité de la garde, et présente notamment un article qui met en lumière une partie des discussions en cours pour tenter d'élargir et d'approfondir le débat sur les pratiques les meilleures et les plus prometteuses. Une bonne discussion ouverte fondée sur une recherche solide tombe justement à point nommé!

Lana Crossman, rédactrice en chef (613) 729-5289, poste 221

Interaction

VOLUME 20, NUMÉRO 2, ÉTÉ 2006

PUBLIÉ PAR LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE 383, avenue Parkdale, bureau 201, Ottawa (Ont.) K1Y 4R4; Tél. : (613) 729-5289 ou 1 800 858-1412; téléc. : (613) 729-3159; courriel : info@cccf-fcsge.ca; site Web : www.cccf-fcsge.ca

Rédactrice Lana Crossman

Design/Mise en pages Fairmont House Design

Publicité Lana Crossman

Traduction Diane Archambault/Min'Alert Inc.

Martine Leroux/SMART Communication
Impression St. Joseph Groupe d'imprimerie

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président Don Giesbrecht
Secrétaire Janet Towers
Trésorière Natalie Weller
Présidente, Conseil des membres April Kalyniuk
Administratrice Nora Spinks
Administratrice Christine MacLeod
Administratrice Nathalie D'Amours

CONSEIL DES MEMBRES

Alberta Family Child Care Association Association des garderies privées du Québec Association francophone à l'éducation des services à l'enfance de l'Ontario

Association québécoise des centres de la petite enfance Association of Day Care Operators of Ontario

Association of Day Care Operators of Ontario
Association of Early Childhood Educators of
Newfoundland and Labrador

Association of Early Childhood Educators of Quebec Association of Early Childhood Educators Ontario BC Aboriginal Child Care Society

Certification Council of Early Childhood Educators of Nova Scotia

Early Childhood Development Association of PEI Early Childhood Educators of B.C.

Early Childhood Professional Association of Alberta Home Child Care Association of Ontario

Liaison des autochtones Manitoba Child Care Association

Nova Scotia Child Care Association Catherine Cross Saskatchewan Early Childhood Association Society of Yukon Family Day Homes

Soins et éducation à la petite enfance du Nouveau-Brunswick

Western Canada Family Child Care Association of BC Yukon Child Care Association

Liaison des autochtones Représentante de Nunavut

Représentante des Territoires du nord-ouest

Représentante nationale Représentante nommée

PERSONNEL

Directrice générale Directrice principale des projets, programmes et services Directrice du développement, marketing et communications

Directrice des affaires opérationnelles Chef des publications

Responsable, promotion de la santé Gestionnaire des finances

Responsable, Comité échange de connaissances Coordonnatrice des services d'information/Distribution

Gestionnaire de projets Coordonnatrice de projets Coordonnatrice de projets Coordonnatrice de projets Spécialiste des communications

Mise en pages/Coordonnatrice Web Tara Gough

Administrateur de réseau/Concepteur Web

Spécialiste de l'information

Planificatrice de réunions/Adjointe aux affaires opérationnelles

Adjointe aux affaires opérationnelles Adjointe exécutive Adjointe aux affaires opérationnelles Deb Mytruk Mona Lisa Borrega

Josée Latulippe Antoinette Colasurdo Kathy Sarginson

Lynn Voisey Smyth Julie Butler Kelly Massaro-Joblin Karen Isaac

Pat Hogan Anne Miller Diane Tannahill Carol Langner Linda Skinner Joan Gignac Caryn Lafleche

Olie Lee Karen Blysak Macklon

Monique MacMullin Loreli Urquhart Michele Campbell Anne Rundle Kootoo Toonoo Elaine Renée-Tambour Karen Chandler Jane Wilson

Barbara Coyle Anne Maxwell Yvonne Dionne Lynda Kerr Lana Crossman Kim Tytler Danielle Belair Valérie Bell Gaétane Huot Robin Kealey Jeanine Plamondon Christina Casserly Kim Wilson Sandra Braun

Daniel Feagan Michelle McEvoy

Francine Fortin Sara Tarle Susan Laforce Brittani Sabour

La Fédération canadienne des services de garde à l'enfance est vouée à l'excellence en maitère d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Les principales fonctions de la FCSGE portent sur les meilleures pratiques, la mise en valeur du potentiel et la collaboration/établissement de partenariats/réseautage.

FCGSE/CCCF reçoit des subventions de Développement social Canada.

Poste-publications N° de convention 40069629 N° d'enregistrement TPS – 106844335 RT ISSN 0835-5819





À l'interne

La FCSGE agit comme courtier du savoir pour le nouveau Centre du savoir sur l'apprentissage chez les jeunes enfants

Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les jeunes enfants (CSAJE) est un consortium d'organisations dirigé par le Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants. Le CSAJE mettra l'accent sur les connaissances scientifiques et la mobilisation, sur le suivi ainsi que sur la diffusion et l'échange de connaissances en :

- recueillant les meilleures connaissances scientifiques sur les éléments qui favorisent l'apprentissage chez les enfants, de la naissance à 5 ans;
- proposant des projets de recherche que pourraient mener des chercheurs canadiens pour améliorer l'état des connaissances scientifiques sur les éléments qui favorisent l'apprentissage chez les jeunes enfants;
- déterminant les meilleures façons de suivre l'évolution des perspectives d'apprentissage chez les jeunes enfants en vue d'informer la population canadienne;
- transférant ces connaissances au grand public et notamment aux Canadiens qui sont susceptibles d'améliorer les éléments qui favorisent l'apprentissage chez les jeunes enfants.

La Fédération canadienne des services de garde à l'enfance est responsable de coordonner le volet d'échange des connaissances du CSAJE. Par le biais de bulletins, des parutions du Carnet du savoir, de congrès, de journées d'apprentissage, d'outils pour les parents et d'outils pour les collectivités autochtones, le CSAJE veillera à ce que les connaissances sur les questions touchant l'apprentissage



de la petite enfance soient diffusées entre les intervenants, les stratèges politiques, les chercheurs, le secteur de l'apprentissage et le grand public.

Le CSAJE est l'un des cinq centres sur l'apprentissage créés partout au pays par le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA) – un organisme national indépendant à but non lucratif financé par Ressources humaines et Développement social Canada. Le CCA a pour mandat de promouvoir et de soutenir la recherche afin d'améliorer l'apprentissage sous tous ses aspects dans tout le pays et dans tous les milieux. Le CCA a déterminé cinq domaines clés de l'apprentissage qui exigent une attention urgente et a créé cinq centres du savoir situés dans les régions du Canada pour aborder ces thèmes :

- apprentissage chez les jeunes enfants (Québec)
- apprentissage chez les adultes (Canada atlantique)
- santé et apprentissage (C.-B./Yukon)
- apprentissage en milieu de travail (Ontario)
- apprentissage chez les Autochtones (Prairies/T.N.-O./Nunavut).

Pour en savoir davantage sur le CSAJE et sur le CCA, consultez le site www.ccl-cca.ca/childhoodlearning.

– Valérie Bell

Le Centre d'excellence poursuit son travail

Le Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants (CEDJE) a terminé son mandat de cinq ans en mars, mais il a le plaisir d'annoncer qu'il poursuivra ses travaux pendant encore une année.

Au cours des cinq dernières années, le CEDJE a amassé 219 articles rédigés par des spécialistes internationaux du développement de la petite enfance provenant de pays différents (Canada, États-Unis, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, Australie, Pays-Bas, Suède, Finlande, Danemark, Israël, Allemagne, France et Italie) et trente-trois Commentaires des milieux préparés par des professionnels de l'apprentissage de la petite enfance du Canada.

Consultez régulièrement le site du CEDJE pour y découvrir le nouveau contenu, y compris un prochain numéro du bulletin qui mettra l'accent sur les liens d'affection.

De la conception à l'âge de 5 ans... des connaissances sur la petite enfance au bout des doigts : www.excellence-jeunesenfants.ca.

– Valérie Bell



À L'INTERNE

L'organisme affilié au RCS pour les questions touchant les enfants utilise maintenant un outil d'évaluation des initiatives de promotion de la santé

Au cours des derniers mois, l'organisme affilié à la promotion de la santé auprès du Réseau canadien de la santé (RCS) a élaboré un outil pour nous aider à évaluer et à choisir des ressources pour notre collection.

Cet outil vise à enrichir et à renforcer notre collection en offrant une liste de vérification qui nous permet d'évaluer le message de promotion de la santé de manière concrète.

Le contenu du RCS (qu'il s'agisse d'une collection, d'une ressource, du site Web ou d'un nouvel article) doit refléter de multiples stratégies de promotion de la santé et doit adopter un angle positif. Le contenu faisant la promotion de la santé doit favoriser la participation, le dynamisme et l'autonomie, et il doit miser sur les forces et les atouts de chaque personne. De plus, il doit comporter plusieurs des caractéristiques suivantes :

- cibles le contenu doit être rédigé en fonction de la population ciblée (p. ex. : les parents)
- *pertinence* le contenu doit porter sur la population visée (p. ex. : les enfants)
- *niveaux* le contenu indique les niveaux de changements chez les gens et à quel moment ils se produisent
- *milieux* le contenu précise le lieu ou le milieu où le changement se produit
- stratégies le contenu souligne les moyens pris pour faciliter le changement
- *prévention* le contenu comprend les trois niveaux de prévention : primaire, secondaire et tertiaire
- déterminants de la santé le contenu prend en considération les grandes conditions sociales et les conditions de vie qui affectent la santé individuelle

En plus de garder à l'esprit cette information, nous veillons à ce que nos ressources contiennent des renseignements pertinents pour les intervenantes du secteur de l'apprentissage et des soins de la petite enfance, les parents et d'autres personnes qui s'occupent des enfants jusqu'à l'âge de 12 ans.

Pour de plus amples renseignements sur le Réseau canadien de la santé, communiquez avec Kim Tytler, responsable de la promotion de la santé, à ktytler@cccf-fcsge.ca.

La définition provisoire suivante reflète la façon dont la promotion de la santé s'inscrit dans la portée du travail mené par le Réseau canadien de la santé:

« La promotion de la santé représente une démarche qui confère aux populations les moyens de contrôler et d'améliorer leur santé. Cette démarche mise sur la compréhension de l'influence importante exercée par les déterminants de la santé (tels que le revenu et le statut social, les réseaux de soutien social, la scolarité ainsi que les conditions d'emploi et de vie) sur la santé d'une personne. Les activités de promotion de la santé comprennent les trois niveaux de prévention de la maladie, des blessures et de l'incapacité, et vont au-delà de l'éducation en matière de santé et des changements aux habitudes personnelles afin d'aborder le changement social, institutionnel et communautaire. »

INFO SUR LA SANTÉ DES ENFANTS À UN CLIC DE VOTRE SOURIS!





En tant que partenaire affilié pour la section sur la santé des enfants du Réseau canadien de la santé, la Rédération canadienne des services de garde à l'enfance vous propose plus de 1000 sources d'information-santé électroniques sur une multitude de sujets essentiels à votre travail tels que : l'alimentation. l'allaitement, l'art d'être parent et les services de garde, les besoins spéciaux, la santé environnementale et le développement de l'enfant. Notre page d'accueil vous offre une sélection d'articles et la section Foire aux questions (FAQ) répond aux questions courantes que se posent parents et praticiens.





383 avenue Parledale, burezu 201 Diturwa (Orbario) K1Y 484 08. (0613) 729-5289, poste 242 1.800-858-1412 644c. : (013) 729-3159 chn@cccf-fcsge.ca www.cccf-fcsge.ca

Source : Samié Canada

www.reseau-canadien-sante.ca www.canadian-health-network.ca



À L'INTERNE

Un programme de formation sur le stress s'étend au Canada

En février, la FCSGE a reçu une invitation visant à réunir un groupe de formateurs expérimentés des quatre coins du pays pour assister à un programme de formation des formateurs baptisé Reaching In...Reaching Out (RIRO). Les personnes qui ont répondu à l'appel ont participé à la première étape de ce programme de formation novateur, qui vise à améliorer la résilience des enfants.

Le RIRO est un programme de formation empirique conçu pour les adultes afin qu'ils puissent aider les enfants à mieux gérer les situations inévitables de stress et de défis qu'amène la vie. Le RIRO aide les adultes et les enfants à « puiser en eux » pour mieux réagir à des défis et à « tendre la main » vers les autres et vers les occasions qui se présentent. Le RIRO a fait l'objet d'un test pilote auprès d'éducatrices de la petite enfance afin qu'elles puissent se servir de ce programme avec des enfants de 0 à 6 ans. Il s'agit d'une adaptation recherchée du programme bien connu à l'échelle mondiale baptisé *Penn Resilience Program*, qui vise les enfants de 8 ans et plus.

La recherche montre que les enfants dès l'âge de 2 ans commencent à copier la manière dont les adultes vivent leur stress, leurs frustrations, les changements et les défis quotidiens. L'adulte qui adopte la technique de réflexion à la résilience devient un modèle positif pour les enfants en leur montrant comment réagir à des situations du quotidien.

Le programme de formation des formateurs du RIRO se poursuivra en Ontario grâce au soutien de la Fondation Trillium au cours des trois prochaines années. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec la coordonnatrice du programme à l'adresse info@ reachinginreachingout.com.

Pour de plus amples renseignements sur le programme de formation novateur et sur le RIRO, consultez le site Web de l'organisme à l'adresse www.reachinginreachingout.com.

- Jeanine Plamondon

Inscrivez-vous dès maintenant!

Relever le défi en direct

Le comporternent des enfants dont vous vous occupez vous pose-t-il des défis? Avez-vous besoin de stratégies pratiques pour vous aider dans vos interactions quotidiennes avec les enfants?

Le cours en ligne Relever le défi en direct s'échelonne sur neuf semaines et offre des outils pour composer avec les enfants qui ont un comportement difficile. Mis à l'essai auprès d'intervenantes du secteur de la garde de divers milieux, ce cours vous aiders à élaborer des stratégies d'intervention efficaces et à améliorer le comportement prosocial des enfants. Il vous donners aussi l'occasion de partager en ligne votre expérience avec d'autres intervenantes de partout au Canada. Vous pourrez le faire depuis le confort de votre propre foyer ou service de garde.

Pour en savoir davantage, consultez la section Relever le déti en direct du site www.cccf-fcsge.ca. J'ai été surprise de voir à quel point on peut tisser des liens étroits dans le cyberespace!

- participante au projet pilote

Ce cours m'a donné tellement d'autres « outils » qui vont m'aider à planifier à l'avance mes stratégies pour les prochains cas de comportement difficile.

- participante au projet pilote

Coût : 449 \$



À L'INTERNE

Version en ligne du Programme de garde en milieu familial

La FCSGE élabore actuellement une version en ligne de son programme de formation sur la garde en milieu familial – niveau 1, qui sera offert dès cet automne en anglais et en français.

Des mises à jour sur cette nouvelle occasion intéressante de perfectionnement professionnel et les avantages que procure l'apprentissage en ligne pour les intervenantes en milieu familial seront affichés sur le site Web de la garde en milieu familial au cours des prochains mois.

Pour de plus amples renseignements sur la version en ligne du Programme de garde en milieu familial, écrivez à l'adresse info@ cccf-fcsge.ca ou consultez le site Web de la FCSGE à l'adresse www.cccf-fcsge.ca et cliquez sur le lien « Garde en milieu familial » qui se trouve dans la colonne de gauche. Si vous souhaitez suivre ce programme, téléchargez le formulaire d'intérêt et faites-nous-le parvenir par la poste ou par télécopieur.

- Jeanine Plamondon

MAINTENANT DISPONIBLE!

Trousse d'apprentissage Leadership au profit des enfants

Que vous soyez à la recherche d'un outil pour compléter votre programme d'études en ÉPE ou pour offrir de la formation à vos pairs qui désirent se perfectionner, cette trousse movatrice est une excellente ressource. Elle renferme un document de recherche, des feuilles ressources et une gamme complète d'outile pour les animatrices. Pour plus d'information ou pour commander : tél. (613) 729 5289, paste 234; onlers@cod forgetos: ou notre cyberboutique à www.cccf-feage.ca.



Ausal disponible

- Trousse d'apprentissage sur les droits des enfants.
- Trousse d'apprentissage sur la santé des enfants. el. l'environnement

La fondation Lawson reconnaît la contribution de la **FCSGE** au secteur de la garde

La Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE) a l'honneur de



recevoir le prix de distinction honorifique de la Lawson Foundation d'une valeur de 25 000 \$ en reconnaissance des contributions faites à la collectivité et à la société. Ce prix reconnaît l'excellence du travail effectué par la FCSGE et le grand esprit d'initiative dont elle fait preuve pour remplir sa mission. La FCSGE a aussi eu cette reconnaissance en raison du succès de ses initiatives pour mettre la recherche en pratique, pour demander des changements à tout le système du secteur de garde, pour partager ses connaissances et les leçons tirées avec un vaste éventail d'intervenants, et pour assurer la viabilité de ses projets.

Œuvrant depuis 50 ans dans le secteur caritatif, la Lawson Foundation est une fondation familiale située à London qui vise à enrichir la qualité de vie au Canada grâce à des subventions versées à des organismes caritatifs. L'honorable Ray Lawson a mis sur pied cette fondation en 1956 et elle fonctionne toujours comme organisme familial. Le conseil d'administration est composé de bon nombre de membres de la famille des troisième et quatrième générations. Au cours des 50 dernières années, la Lawson Foundation a donné plus de 50 millions de dollars à des organismes de bienfaisance au Canada.



DE MON OBSERVATOIRE

Entrevue avec Barbara Coyle



Le 30 juin, Barbara Coyle a quitté son poste de directrice générale de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance. Au moment où le présent numéro d'*Interaction* est mis sous presse, la FCSGE est en voie d'embaucher une nouvelle personne à la direction générale. Le nom de la personne retenue pour le poste sera annoncé dans le numéro d'automne.

La chronique De mon observatoire de ce numéro présente une entrevue avec Barbara, au cours de laquelle elle discute de ses opinions sur la FCSGE et le secteur des services de garde à l'enfance, notamment de l'évolution dans la dernière année et des perspectives d'avenir.

Employée clé de la FCSGE depuis dix ans, Barbara occupe le poste de directrice générale depuis août 2004. Tout au long de son mandat, elle a fait rayonner sa passion pour le sain développement de l'enfant. Elle est titulaire d'une maîtrise en gestion à l'intention des chefs de file du secteur bénévole national de l'Université McGill et elle possède plus de 20 ans d'expérience en entreprise et dans le secteur bénévole.

Barbara, vous travaillez à la FCSGE depuis plus de dix ans. Comment le secteur des services de garde à l'enfance a-t-il évolué depuis votre entrée dans la Fédération?

C'est une excellente question, parce que ma première tâche à la FCSGE consistait à préparer un rapport en mars 1994 sur une enquête menée en 1993 auprès de 7 000 intervenantes au Canada. La FCSGE comptait 1 724 membres à l'époque (nous en avons près de 11 500 en ce moment). En repensant à ce rapport, plusieurs des enjeux n'ont à peu près pas changé. À l'époque de l'enquête, on admettait généralement que les salaires et les conditions de travail, la formation et le perfectionnement professionnel étaient les principaux enjeux du secteur, suivis de près par la qualité, le développement de l'enfant, le renouvellement des ressources et le financement.

Donc en surface, il semble que peu de choses aient changé – mais nous savons tous dans le secteur que de grands changements se sont opérés au cours de la dernière décennie. Le secteur lui-même est plus politisé et nous avons certainement mieux énoncé la façon dont nous comptons défendre l'apprentissage et la garde de jeunes enfants. De nouvelles organisations ont vu le jour grâce aux efforts du secteur pendant toutes ces années – des organisations comme le Conseil sectoriel des ressources humaines du secteur des services de garde à l'enfance. Et, bien entendu quelques organisations ont dû se démanteler, en dépit des courageuses tentatives de bénévoles déterminés. L'avènement des ordinateurs et des communications par Internet a considérablement changé le champ d'activité. Je ris quand je pense que j'ai préparé ce rapport sur mon Apple IIe. Grâce au travail des deux dernières années, les gens du secteur conviennent généralement que la garde d'enfants est une profession et que le secteur a son mot à dire sur la scène nationale, malgré la diversité dans la prestation des services. Il semble également qu'il y ait un empressement plus marqué à changer les choses - et peut-être d'autres diront que ça non plus, ça n'a pas changé!

Comment l'évolution des choses a-t-elle changé la FCSGE?

La FCSGE a dû rester concentrée sur la mise en relation des organisations qui dirigent le secteur dans l'ensemble du pays et l'établissement d'étroites relations avec les dirigeants nationaux qui travaillent sur les enjeux visant les enfants et les familles. Notre organisation est devenue une fédération à part entière composée de membres affiliés. Nous avons dû apprendre à nous exprimer d'une seule voix et avons élargi notre table afin d'y inclure des intervenantes de tous les milieux, de toutes les provinces et de tous les territoires du pays. Il est difficile de croire que nous avons maintenant un bureau de 21 employés qui compte 21 membres



affiliés représentant des organisations provinciales et territoriales. La FCSGE est maintenant un réseau de réseaux centré sur l'apprentissage et la garde de jeunes enfants. En raison de cette croissance rapide et du fait qu'elle ait eu à tirer le maximum des fonds alloués destinés à soutenir l'élargissement de tout son réseau, la Fédération s'est taillée une place de chef de file grâce à un cadre d'imputabilité de gestion fondé sur les résultats afin de guider son orientation.

Pouvez-vous énumérer quelques atouts de la Fédération?

Je pense que l'esprit de travail en équipe et l'engagement en matière de qualité sont les principaux atouts de la FCSGE. Les gens trouvent beaucoup de motivation à savoir que leur travail est apprécié et que l'on s'attend à ce qu'ils fassent de leur mieux donne énormément d'énergie aux gens. Cela permet d'ériger en norme une méthode fondée sur les solutions; la seule solution possible consiste à aller de l'avant. Je suis toujours agréablement surprise de découvrir et redécouvrir à quel point la Fédération croit en ses moyens et en sa mission, qui consiste à atteindre l'excellence en matière d'apprentissage et de garde de jeunes enfants.

À votre avis, quels sont ses défis à court, à moyen et à long terme?

À mon avis, le défi immédiat de la Fédération consiste à ne pas perdre de vue ses principaux objectifs liés aux meilleures pratiques et à la mise en valeur du potentiel, tout en saisissant l'occasion que lui présente le nouveau gouvernement – élaborer des solutions stratégiques pour l'apprentissage et la garde de jeunes enfants, qui peuvent fonctionner dans un environnement politique extrêmement complexe. Nous devons trouver un moyen de soutenir le bon travail que tout le monde fait dans l'ensemble du pays afin de favoriser les meilleurs résultats pour les enfants. Il faut aussi trouver un moyen d'offrir un soutien de base aux organismes de garde à l'enfance – provinciaux, territoriaux et nationaux – à court et à long terme. Dans ma boule de cristal je vois des fusions et des initiatives conjointes.

Barbara, votre travail a contribué à renforcer la position de la FCSGE en tant que chef de file national. Pouvez-vous énumérer quelques moments-phares de votre carrière au sein de la FCSGE?

Le fait d'avoir travaillé sur des enjeux très importants pour l'avenir du pays avec autant de personnes intelligentes, travaillantes, curieuses, qui aiment s'amuser et engagées est un grand moment pour moi. Je ne pense pas que j'aurais pu demander des dossiers plus intéressants et stimulants que ceux sur lesquels j'ai travaillé à la FCSGE. La Fédération fonctionne tellement à partir de réseaux, l'enjeu du sain développement des enfants est si intimement lié à tous les autres enjeux, et le travail a tellement une incidence sur toute la population du Canada que j'ai trouvé très gratifiant d'occuper un poste aussi intéressant au profit des enfants et des familles. Je considère que d'avoir contribué à bâtir cette organisation et d'avoir été témoin de l'évolution des qualités de chef chez les bénévoles qui siègent à notre conseil d'administration et à notre conseil des membres a aussi été un grand moment pour moi.

Découvrez tous les avantages de placer une annonce dans Interaction!

Cherchez-vous à joindre les intervenantes des services de garde, les éducatrices, les parents et les stratèges politiques aux quatre coins du Canada?

Il suffit de placer une annonce dans *Interaction*, le magazine vedette de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE). *Interaction* a une diffusion nationale auprès de I I 000 membres et plus de 50 000 lecteurs d'un bout à l'autre du pays.

Communiquez avec nous pour obtenir de plus amples informations, pour placer une annonce ou pour discuter d'autres moyens de diffuser votre message auprès du secteur de la garde à l'enfance!

Une enquête auprès des membres servira à orienter l'avenir de la FCSGE

par Yvonne Dionne

Si vous recevez *Interaction*, vous êtes sûrement membre de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, que ce soit par le biais de votre organisation provinciale ou territoriale affiliée, ou à titre de membre national.

Récemment, vous avez reçu un avis vous informant d'un ajustement à la cotisation de votre association régionale qui tient compte de l'augmentation des droits d'adhésion à la FCSGE. Au cours des dernières années, le nombre de membres de la FCSGE s'est considérablement accru et les activités pour soutenir l'excellence du secteur de l'apprentissage et des soins de la petite enfance se sont intensifiées. En raison de tout ce travail, les coûts pour desservir les membres et les organisations se sont accrus considérablement, mais les frais d'adhésion affiliée n'ont pas augmenté depuis plus de dix ans.

À la fin de 2005, le conseil d'administration de la FCSGE a avisé ses 21 organismes affiliés que les frais d'adhésion affiliée allaient passer de 10 \$ à 15 \$ à compter du 1^{er} avril 2006. La cotisation pour les membres nationaux (directs) a aussi été ajustée à la hausse.

Sommes-nous sur la bonne voie? Pour déterminer si nous le sommes, la FCSGE a entrepris trois initiatives indépendantes : l'élaboration d'une stratégie de

développement; l'examen des cotisations et des avantages; et une enquête auprès des membres.

La première, la stratégie de développement, vise à planifier et à mettre en œuvre des activités pour étendre nos sources de revenus tout en misant sur les forces de la FCSGE à titre d'organisme à but non lucratif. Nous implantons des moyens créatifs de faire la promotion de notre gamme actuelle de produits et de services. Nous élaborons de nouveaux produits, qui servent à soutenir directement l'excellence dans le secteur de l'apprentissage et des soins de la petite enfance. Nous explorons de nouvelles façons de répondre aux besoins de nos membres. Nous cherchons à augmenter les dons en provenance de particuliers, de fondations et d'entreprises.

La deuxième, l'examen formel des cotisations et des avantages, est en cours auprès des organismes affiliés à la FCSGE. Cet examen nous permettra de bien comprendre et d'évaluer notre barème de cotisation et nos avantages afférents. Ces données et les recommandations qui les accompagneront serviront à établir une stratégie à long terme pour les cotisations et les avantages de la FCSGE.

Cet examen vise aussi à recueillir des renseignements sur le barème de cotisation et les avantages de chaque organisme affilié afin de guider notre travail ensemble. Le rapport qui en découlera présentera un point de vue panacanadien de nos affiliés, sous forme agrégée, que nous partagerons avec tous les représentants du conseil des membres en juin 2006.

Plus particulièrement, nous utiliserons les résultats de cet examen pour justifier à nos membres actuels et futurs le barème de cotisations et les avantages de l'adhésion, pour veiller à ce que le potentiel et la valeur de l'adhésion affiliée à la FCSGE soient maximisés, et pour élaborer une stratégie à long terme visant les cotisations et les avantages.

La troisième, l'enquête auprès des membres, servira à tracer un portrait élargi et à s'informer directement des besoins et des opinions des membres. L'enquête officielle est

prévue pour la fin de 2006 ou le début de 2007. Il sera indispensable que les membres puissent participer à cette enquête.

Nous attendons avec impatience que vous nous transmettiez vos questions, vos réactions et vos recommandations

Yvonne Dionne est directrice du développement, du marketing et des communications. © FCSGE 2006



Des racines, des ailes et une raison d'être

par Sharon Sangster

Sharon Sangster a été éducatrice de la petite enfance et elle élève seule ses deux enfants, âgés de 4 et 6 ans. En tant que jeune mère, elle a été frappée par la lourde responsabilité qui incombe aux parents de nourrir l'esprit d'un enfant, ce qui lui a inspiré la présente réflexion destinée aux lecteurs d'Interaction:

L'esprit d'un enfant est très fragile. Il est possible de le négliger, de le décourager, de l'oublier et de l'égarer. L'esprit d'un enfant est le germe de sa croissance. La responsabilité des parents consiste à nourrir ce germe afin que l'enfant puisse développer toutes ses aptitudes et à l'aider à devenir une personne saine.

C'est vraiment un bonheur de voir le talent et la personnalité d'un enfant se révéler au fil de son développement. Une méthode holistique, des racines, des ailes et une raison d'être nous assurent que ce processus sera heureux.

Des racines. Plusieurs d'entre nous connaissons une anecdote sur les débuts de sa propre famille, l'histoire de ses origines et de tous les ancêtres concernés.

Des ailes. Certains d'entre nous savons où nous voulons aller. Nous comprenons qui nous sommes, ce qui nous mène à nos croyances.

Une raison d'être. Peu d'entre nous ont eu un parcours facile pour trouver nos croyances. Il fallait définir nos atouts de même que nos faiblesses.

Le rôle des parents consiste à fournir ces trois éléments à leurs enfants - des racines, des ailes et une raison d'être. Ils leur donneront confiance en eux-mêmes, leur permettront de voir clairement leur place dans le monde et de réussir tout ce qu'ils souhaiteront accomplir. La vie bien remplie des enfants, chargée d'horaires et de routines, commence au moment où ils entrent dans un cadre formel loin de leurs parents. Elle peut commencer aussi tôt qu'à l'âge de 10 mois.

Dans notre monde, on met partout l'accent sur le développement physique et mental, alors qu'on ne tient pas toujours compte du développement affectif et spirituel. Des racines, des ailes et une raison d'être fournissent cet élément spirituel et donnent un équilibre aux enfants afin de les valoriser comme personnes saines. La stabilité intérieure vient de l'identité – la destination et la justification du choix. C'est un atout qu'il faut développer au fil du temps avec le soutien constant et l'information que seuls les parents peuvent donner. On peut trouver cette information – l'histoire de notre famille – tout autour de soi. Les racines sont aussi profondes que vous le voulez. L'important, c'est que les enfants puissent s'identifier à certaines de ces racines. Les racines peuvent prendre naissance au moment où l'enfant vient au monde, dans sa maison ou sa ville de naissance – aussi longtemps qu'on établisse un commencement dont l'enfant peut retrouver la trace.

> Il faut que les ailes conviennent à chaque enfant. Si vous donnez à un enfant des ailes trop grandes, il ne pourra pas voler. Lisez

> > les signaux des enfants. Leurs intérêts sont les choses qui leur semblent les plus naturelles. Donc, en soignant leurs intérêts tout en leur fournissant des occasions appropriées d'apprendre sur ces intérêts, vous les aurez mis en route.

La raison d'être est l'élément le plus difficile à transmettre parce qu'il est propre à chacun. La méthode la plus fructueuse consiste à suivre le plus fidèlement possible une voie qui vous semble naturelle. Cette voie doit favoriser le développement des atouts des enfants et tenir compte de leurs

faiblesses. Ce cheminement contribuera à définir un rôle qu'ils pourront remplir afin de devenir des adultes capables de participer à n'importe quelle société.

Les parents ont le travail le plus difficile, le plus important et le plus gratifiant de tous. Aider son enfant à devenir une personne saine est le plus cadeau qui vous puissiez lui faire. © FCSGE 2006

Le rêve du choix en matière de services de garde dans les milieux ruraux

par Sharron Arksey

En ce moment, l'approche du gouvernement fédéral en matière de garde d'enfants au Canada met l'accent sur le choix. Les 1 200 \$ versés annuellement aux familles pour les services de garde permettront apparemment aux parents de choisir le service de garde qui leur convient le mieux. C'est donc le moment de souligner que dans de nombreux milieux ruraux, choisir parmi de nombreuses options en matière de garde est un rêve et non une réalité. C'est d'autant plus vrai pour les familles des régions isolées qui ont à leur charge des enfants d'âge scolaire ou des enfants ayant des besoins spéciaux ou des besoins sur le plan de la socialisation. Avoir accès à des programmes d'apprentissage et de développement de la petite enfance de qualité et réglementés dans les milieux ruraux canadiens ne devrait pas être une question de chance; assurer l'existence de ces programmes devrait plutôt être une priorité pour les familles, les collectivités et les gouvernements.

Il ne s'agit pourtant pas d'un rêve impossible à réaliser comme le démontre le Childcare Family Access Network (C-FAN) au Manitoba, un réseau qui a vu le jour à la fin des années 1980 lorsqu'un groupe de citoyens de la petite collectivité rurale de Langruth, située à plus de 150 km au nord-ouest de Winnipeg, s'est réuni pour parler des besoins des enfants et de leur famille dans le secteur. Comme Langruth était – et est encore – presque



Quand on rêve seul, c'est seulement un rêve mais quand on rêve ensemble, c'est le début de la réalité

— Dom Helder Camara

exclusivement une collectivité agricole, la priorité a été accordée à l'établissement d'un service de garde visant à assurer la sécurité des enfants tandis que leurs parents travaillent au champ. Quelle allure allait prendre ce service? En réponse à cette question, les citoyens ont clairement déterminé qu'il fallait mettre en place des politiques d'utilisation flexibles, des services payables « à la carte » et offerts à des heures prolongées et regrouper les enfants d'âges différents.

Les choses ont bien tourné. La petite garderie de Langruth est devenue le Childcare Family Access Network. Au cours des 16 dernières années, C-FAN a compté pas moins de huit programmes établis dans huit collectivités différentes, chacun offrant une diversité de services communautaires. Au fur et à mesure que les besoins et les conditions changeaient, le nombre de programmes en était modifié. Il ne faut tout de même pas croire au conte de fée. Certains programmes ont pris de l'expansion tandis que d'autres ont périclité. À l'heure actuelle, C-FAN a des programmes dans quatre collectivités ainsi qu'un centre de ressources centralisé. En outre, des négociations sont en cours avec trois collectivités en vue d'offrir de nouveaux programmes. Toutefois, ces négociations se déroulent sur un fond de



pessimisme, les médias et le gouvernement laissant entendre que de tels programmes ne sont pas nécessaires et ne fonctionneront pas.

Les milieux ruraux ont de tout temps été reconnus pour leur ingéniosité et leur capacité de surmonter les obstacles et de faire avancer les choses. L'idée derrière le C-FAN – que les collectivités peuvent travailler ensemble et unir leurs ressources pour atteindre un but commun - est d'ailleurs ce qui a donné naissance aux milieux ruraux eux-mêmes.

Ce serait une erreur d'utiliser cette forme ancienne d'engagement communautaire comme une excuse pour ne pas agir à des niveaux supérieurs. Les décisionnaires doivent parler avec les parents des milieux ruraux. Il faut qu'ils constatent ce qui se passe dans les régions rurales, éloignées et nordiques du Canada. Et ils doivent agir pour soutenir les familles canadiennes qui vivent dans ces milieux. Ces familles le méritent bien.

Sharron Arksey est directrice générale du Childcare-Family Access Network. © FCSGE 2006

Pour en savoir plus sur la façon dont les milieux ruraux trouvent le moyen de s'offrir des services de garde d'enfants de qualité, voir l'article « Pathways to Success » à la page 16.

Budget fédéral 2006 et services de garde à l'enfance Pas de référence à la qualité

Le 2 mai dernier, le gouvernement fédéral a publié le budget 2006 – qui comprend une prestation pour la garde d'enfants de 1 200 \$ (imposables) qui sera versée directement aux parents pour chaque enfant de moins de 6 ans.

La Fédération canadienne des services de garde à l'enfance a émis un communiqué de presse en réaction au budget pour dire que, même si cette prestation procure un peu d'argent aux parents pour élever leurs enfants, elle ne leur garantit pas qu'ils pourront acheter des services de garde de haute qualité. Ci-dessous se trouve un extrait de ce communiqué de presse (dont la version intégrale apparaît dans le site Web de la FCSGE).

La FCSGE est déterminée à travailler avec le gouvernement du Canada en misant sur l'expertise de son vaste réseau pour faire avancer le dossier crucial de la garde à l'enfance et de son rôle important dans les collectivités des quatre coins du Canada.

« Nous faisons appel au gouvernement fédéral pour qu'il assume un rôle de leadership et investisse dans des normes nationales de qualité pour les services de garde. Les parents ont besoin de savoir qu'ils laissent leurs enfants dans un milieu chaleureux et aimant où on optimalise leur apprentissage et leur développement, a déclaré M. Don Giesbrecht, président de la FCSGE.

À l'heure actuelle, le Canada a des normes nationales en matière de santé et d'éducation, et même en ce qui concerne les ampoules électriques. Toutefois, rien n'est prévu pour les services de garde d'enfants, en dépit de la quantité innombrable de recherches prouvant l'importance des premières années et du fait que plus de la moitié des enfants au Canada (âgés de six mois à cinq ans) fréquentent, sous une forme ou sous une autre, un service de garde.

Selon Barbara Coyle, directrice générale de la FCSGE, la possibilité de pouvoir mener des consultations au sujet de la création de nouvelles places, à compter du prochain exercice, représente une étape charnière dans l'évolution du dossier. La qualité et la quantité sont inextricablement liées. Il y a beaucoup de travail important à faire si l'on veut s'assurer que les enfants au Canada aient accès à des services de garde de qualité. Pour cela, il faut un investissement permanent, soutenu et renforcé, ce que nous n'avons pas vu dans ce budget. Celles et ceux d'entre nous qui travaillent auprès des parents et de leurs enfants quotidiennement - nos 11 500 membres - savent que la qualité compte. Aussi sommesnous déterminés à travailler davantage en étroite collaboration avec le gouvernement afin de trouver des solutions qui fonctionneront pour les familles canadiennes. »

La FCSGE rencontre des représentants des trois grands partis politiques pour les sensibiliser à l'importance des services de garde de qualité. Nous vous enjoignons de continuer l'excellent travail que vous faites dans votre région pour faire comprendre aux députés provinciaux, territoriaux et fédéraux que les enfants doivent avoir accès à des services de garde de qualité.

Une athlète olympique affirme que garder les enfants actifs est un jeu d'enfant

par Sara Tarle

À l'occasion d'un lancement de livre récent. Silken Laumann, auteure et quatre fois rameuse pour l'équipe canadienne olympique, faisait face à un auditoire d'enfants bruvants et turbulents. Les enfants du Dovercourt Recreation Center (centre récréatif de Dovercourt) à Ottawa grimpaient sur une structure de jeu, couraient partout dans la pièce et jouaient tout bonnement. Aucun adulte n'est intervenu pour les faire taire, s'en occuper ou commencer des jeux dirigés. Malgré ce manque d'encadrement de la part des adultes, tous les enfants accompagnés de parents ou d'intervenantes étaient actifs une parfaite illustration, dans la réalité, des éléments que Laumann fait ressortir dans son nouveau livre, intitulé Child's Play.

Après avoir joué avec les enfants une demi-heure, M^{me} Laumann est montée sur la scène, légèrement essoufflée, pour transmettre son message – l'importance du jeu libre, non organisé. Dans son livre, elle souligne qu'avec toutes nos bonnes intentions de donner toutes les chances à nos enfants, nous organisons souvent leur vie au point de ne plus leur laisser le temps de s'ennuyer. Elle croit que proposer des activités par soi-même, créer des jeux et trouver des choses à faire font partie de l'enfance – mais une partie qui devient de moins en moins courante.

Selon M^{me} Laumann, « le jeu était tellement intégré dans nos vies et notre système scolaire que nous avons à peine remarqué quand il a commencé à en sortir. C'est seulement aujourd'hui quand nous constatons les signes visibles de l'obésité et les effets physiques et psychologiques dévastateurs de l'inactivité que nous commençons à vraiment apprécier ce que le jeu et le sport font pour nos enfants. »

Puis, M^{me} Laumann a raconté au groupe que le jeu avec ses amis jusqu'à ce que sa mère l'appelle pour dîner lui a donné ses plus beaux souvenirs d'enfance. Elle a parlé du fait que ses propres enfants ont tellement de devoirs à faire le soir qu'ils n'ont pas le temps de jouer. Elle a aussi parlé de son objectif, qui consiste à proposer une façon pour les enfants de partout au Canada de se livrer avec leurs amis à des jeux libres, non organisés et imaginatifs.

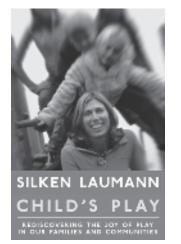
Par exemple, M^{me} Laumann a présenté *Play in the Park* (jouer au parc) – une initiative qu'elle a menée par le truchement du Silken Laumann Active Kid's Movement (mouvement de Silken Laumann pour les enfants actifs), un organisme à but non lucratif qui contribue à faire valoir les bienfaits de

> l'activité physique pour la santé. C'est un programme facile à démarrer, où des parents ou des intervenantes d'un quartier particulier se portent volontaire un soir par semaine pour superviser le parc. Il fournit aux enfants du quartier un lieu sûr pour se livrer à des jeux libres sans exiger que chaque intervenante soit présente au parc tous les soirs.

Tandis que les enfants continuaient à jouer à l'écart. M^{me} Laumann a mis fin au lancement du livre par deux mots tout simples : « Allez jouer! »

Pour de plus amples renseignements sur Child's Play, consultez le site www.silkenlaumann.com.

Sara Tarle est adjointe aux affaires opérationnelles à la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance. © FCSGE 2006



Le saviez-vous?

Le message de Silken Laumann dans Child's Play va de pair avec plusieurs ressources que la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance a produites dernièrement sur le jeu et la façon dont il favorise l'activité physique chez les jeunes enfants. Par exemple, la FCSGE a lancé dernièrement un CD ayant pour titre L'activité physique en milieu de garde : qualité des lieux et meilleures pratiques qui

contient des entrevues, des feuilles-ressources, des ateliers et d'autres ressources qui toutes soulignent l'importance du jeu actif et donnent aux intervenantes les outils pour partager l'information avec leurs pairs. Pour de plus amples renseignements, communiquez avec la FCSGE au (613) 729-5289, poste 234 ou commandez à la cyberboutique à www.cccf.fcsge.ca.



Découvrez votre « arbre familial » durant la Semaine nationale de la famille[©]!

par Michael Olson

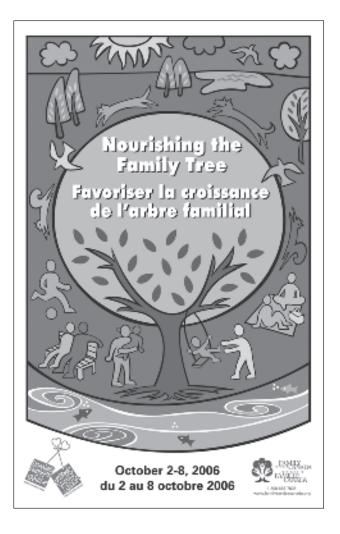
Qu'est-ce que les familles ont en commun avec les arbres? Elles ont de fortes racines qui donnent de la stabilité lors des tempêtes de la vie et des branches qui se déploient pour explorer des occasions nouvelles et excitantes. Les deux offrent de l'abri et un endroit où grandir et jouer. Et, tout comme les arbres, les familles viennent en des types, des formes et des tailles qui varient.

Favoriser la croissance de l'arbre familial est le thème cette année de la Semaine nationale de la famille[©]. Du 2 au 8 octobre 2006, on invite la population canadienne à célébrer les familles dans toute leur diversité et à réfléchir à leur importance dans nos vies grâce aux célébrations de la Semaine nationale de la famille[©] se déroulant dans des collectivités partout au pays. Célébré depuis trois décennies, cet événement a toujours lieu la semaine précédant l'Action de grâce, c'est-à-dire une période de l'année qui permet aux familles de se réunir.

Le thème de cette année reconnaît que les familles constituent une source essentielle d'amour et de soutien pour les personnes. Il nous invite à mettre en place les conditions idéales pour favoriser l'épanouissement des familles canadiennes. En créant des milieux favorables pour le bien-être des familles, nous pouvons nourrir et soutenir la croissance et le développement de tous les membres de la société, de sorte que tout le monde pourra s'épanouir pleinement.

Nos « arbres familiaux » sont enracinés dans les services de garde, les écoles, les milieux de travail et les quartiers. Durant la Semaine nationale de la famille[©], les familles peuvent mettre à profit leurs forces et leurs atouts pour le bienfait des collectivités où elles vivent, travaillent et iouent.

La Semaine nationale de la famille[©] constitue une occasion de célébrer les familles. Il peut s'agir simplement de passer du temps en famille. Vous et votre famille pouvez aussi écrire une carte de remerciements aux gens qui soutiennent votre



famille, faire du bénévolat auprès d'un organisme à but non lucratif, organiser une activité communautaire pour les familles telles qu'une marche pour un organisme de charité, participer à la Journée internationale Marchons vers l'école ou vous réunir avec d'autres familles de votre quartier pour un souper familial.

Vous cherchez d'autres idées? Consultez la trousse de la Semaine nationale de la famille[©]! Chaque année, l'organisme Services à la famille-Canada et une équipe de partenaires nationaux, qui comprend la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, crée et distribue une trousse remplie de ressources utiles et de suggestions d'activités amusantes et pratiques que les familles peuvent faire ensemble. Cette trousse comprend une belle affiche en couleur et une version que les enfants peuvent colorier. Il est possible de commander la trousse directement auprès de l'organisme Services à la famille-Canada movennant des frais de 2 \$. Il est aussi possible de télécharger des pages individuelles de la trousse à partir du site www.familyservicecanada.org/nfw. Pour les intervenantes du secteur de l'éducation et des soins de la petite enfance, la trousse de la Semaine nationale de la famille[©] constitue un excellent point de départ pour organiser des activités d'apprentissage. Les enfants peuvent explorer l'histoire de leur famille et en apprendre davantage sur les qualités qui rendent leur famille unique et spéciale. Cette semaine offre une occasion idéale pour souligner l'importance des relations entre les générations et du rôle précieux joué par la famille élargie. Vous pouvez planifier des activités qui inciteront les enfants à réfléchir à leurs liens avec l'environnement et à l'importance de faire des choix écologiques. Les activités de la Semaine nationale de la famille[©] peuvent servir à montrer les avantages d'inclure tout le monde et de respecter les autres et à faire comprendre que chacun a quelque chose à offrir.

Vous pouvez célébrer en participant à l'une des activités de la Semaine nationale de la famille[©] ou en organisant votre propre fête. Chaque année, les services de garde, les foyers, les écoles, les centres communautaires, les organismes de foi, les entreprises et les services d'aide aux familles des quatre coins du Canada organisent des activités pour souligner cette semaine. Cette année, l'organisme Services à la famille-Canada lance un calendrier d'activités en ligne pour que vous puissiez savoir ce qui se passe dans votre

collectivité. Si vous planifiez un événement spécial, affichez-le dans le site Web pour le faire connaître à tous!

L'organisme Services à la famille-Canada produit une vaste gamme d'articles promotionnels amusants, tels des autocollants, des ballons et des t-shirts que vous pouvez offrir aux familles lors de votre célébration. Ces articles constituent aussi un excellent moyen de montrer votre reconnaissance envers les bénévoles qui permettent de concrétiser tous ces projets.

Michael Olson est coordonnateur des communications à l'organisme Services à la famille-Canada. © FCSGE 2006

Joignez-vous à l'organisme Services à la famille-Canada et à ses partenaires nationaux pour « nourrir l'arbre familial » durant la Semaine nationale de la famille®, du 2 au 8 octobre 2006! Pour en savoir davantage, appelez au 1-800-668-7808 ou consultez le site www.familyservicecanada.org/nfw.

Pour faire ajouter votre nom à la liste d'envoi par courriel des annonces concernant les activités de la Semaine nationale de la famille®, il suffit d'envoyer votre adresse électronique à Michael Olson à communication@ familyservicecanada.org.





Pathways to **Success**

Un programme destiné à améliorer la situation dans les collectivités rurales, éloignées et nordiques

par Jane Wilson et Carol Gott

De nombreuses petites collectivités rurales, éloignées et nordiques au Canada cherchent des façons de répondre aux besoins particuliers et multiples de garde et d'apprentissage des jeunes enfants et de leur famille. Ces collectivités ont cerné de nombreux besoins dont des services de garde d'enfants de qualité pour les parents, qu'ils travaillent ou non à l'extérieur, des programmes et des mesures de soutien dans l'exercice du rôle parental, des services adaptés pour les enfants ayant des besoins spéciaux, un soutien familial dans les domaines comme la nutrition et la santé mentale, l'établissement de liens plus étroits avec les services de santé et d'éducation et les services sociaux, des programmes culturellement adaptés et des possibilités de promouvoir des activités littéraires ou récréatives. Individuellement, les gens savent ce qu'ils veulent ou ce qu'ils aimeraient voir se produire dans leur collectivité; toutefois, il est rare qu'ils aient l'occasion d'examiner leurs souhaits et leurs besoins et de les exprimer sous forme de vision communautaire collective. L'élaboration d'une vision collective doit être une démarche qui respecte la diversité des familles et qui leur donne voix au chapitre dans la création et la prestation de services conçus pour elles. Ces collectivités sont unies par la croyance que leurs enfants devraient comme tous les enfants vivre des expériences, sur le plan de la garde et de



l'apprentissage de la petite enfance, qui favorisent leur plein épanouissement.

Le projet Rural Voices for Early Childhood Education and Care, qui vise l'élaboration de politiques publiques adaptées à la réalité des collectivités rurales, reçoit de nombreuses demandes chaque année de petites collectivités rurales, éloignées et nordiques cherchant à mettre en place des formes de soutien pour la garde et l'apprentissage de la petite enfance dans leur propre milieu ou à améliorer celles qui existent déjà. En réponse à ce besoin, Rural Voices a créé le programme Pathways to Success qui met l'accent sur l'établissement de partenariats communautaires ayant conduit au départ à la création d'une série d'activités communautaires qui, chacune à tour de rôle, poursuit le travail entrepris dans les rencontres communautaires précédentes. Cette démarche exige que les différents secteurs de la collectivité s'entendent pour travailler ensemble au bien commun; les groupes de participants élaborent une vision communautaire commune ainsi que des valeurs et un plan d'action communautaires. Le but est d'accroître la sensibilisation du public et l'accès aux services. Pour mettre ces services en place, le programme puise à même les ressources communautaires (tant gouvernementales que non gouvernementales).

Afin de faciliter la participation communautaire, le changement d'infrastructure et le renforcement des capacités au sein d'une collectivité ou d'une région locale, le programme Pathways to Success promeut et utilise le processus IHM (Integrated Hub Model ou modèle central intégré). Selon ce modèle, le soutien est axé sur les changements d'infrastructure qui améliorent la façon dont les organismes fonctionnent à l'interne et avec d'autres organismes de la collectivité afin d'assurer l'accès des familles vivant en milieu rural, éloigné et nordique à des services leur convenant au présent et à l'avenir. Le but du programme Pathways to Success est de faire en sorte que les politiques et les programmes

gouvernementaux soient élaborés compte tenu des besoins des familles et des enfants vivant en milieu rural, éloigné et nordique et non de forcer la note pour faire correspondre leurs besoins aux prescriptions des politiques et des programmes. C'est la vision communautaire collective alimentée par ce programme qui est le fondement même des investissements communautaires éventuels et qui fait en sorte que les services futurs demeureront adaptés aux besoins des gens.

Jane Wilson et Carol Gott coadministrent Rural Voices, un réseau de soutien virtuel qui permet aux collectivités rurales, éloignées et nordiques au Canada de bénéficier, à l'échelle locale, provinciale-territoriale et nationale, des connaissances et des pratiques exemplaires dans le domaine de la garde et de l'éducation de la petite enfance. Pour de plus amples renseignements concernant le programme Pathways to Success, écrire à l'adresse ruralvoices@kmts.ca. ©FCSGE 2006

Des partenariats ruraux en action

Childcare Family Access Network (CFAN) a conçu des programmes avec de nombreux partenaires au cours des années, mais peut-être aucun n'a-t-il connu autant de succès que le partenariat établi pour créer un programme parents-enfants dans une petite collectivité rurale.

Le besoin ayant été cerné, mais les ressources manquant pour le combler, CFAN a résolu de mobiliser les partenaires de la région pour faire du nouveau service une réalité. L'idée était d'offrir des programmes parallèles dans la collectivité - un pour les parents et un pour les enfants.

Finalement, après beaucoup de négociations, le programme a vu le jour. La division scolaire a fourni une part du financement, l'organisme de protection de l'enfance a fourni du personnel pour le volet parental, le programme de nutrition prénatale du gouvernement fédéral a offert des fonds pour la préparation des repas et des collations et pour les appareils de cuisson, l'école communautaire a prêté sa salle de maternelle, le service de santé publique a donné des ateliers aux parents tandis que le CFAN a fourni des jouets et des ressources ainsi que des ateliers d'éducation parentale portant sur l'éducation et l'alphabétisation des enfants. En outre, le bureau de Manitoba Day Care a offert aux parents une subvention pour qu'ils puissent bénéficier du volet service de garde du programme.

Le partenariat a été jugé si important que le directeur de l'école locale a fait du porte-à-porte dans la collectivité pour présenter le nouveau personnel du programme.

En avril 1998, South East Grey Community Outreach (SEGCO) a tenu un forum communautaire intitulé « Our Promise to Children » (notre promesse aux enfants). Une soixantaine de personnes y ont pris part. Dans une des séances, les participants communautaires ont recouvert un mur de ressources communautaires pour illustrer le potentiel de ressources que recèle leur propre collectivité.

Le mur était recouvert de papier. Sur ce papier, les organisateurs avaient écrit des grands titres comme Entreprises, Santé, Éducation, Communautés religieuses, Média, Clubs philanthropiques, etc. Puis ils ont distribué aux membres du forum des feuilles de papier en leur demandant non seulement de donner des exemples de chaque catégorie dans leur région, mais de dresser une liste des contributions que chacune pourrait offrir pour venir en aide aux enfants, aux jeunes et aux familles dans leur région rurale. Par exemple, on a pu lire que l'Église unie avait des locaux à mettre à la disposition d'un programme parental tandis que les entreprises locales pouvaient distribuer des prix d'entrée à des événements ou à des collectes de

Les participants au forum ont été étonnés de constater tout ce que la collectivité avait à offrir. Les comités formés à cette réunion ont utilisé les ressources mentionnées pour créer de nouveaux partenariats et de nouveaux programmes dans la collectivité.



Réduire l'écart entre la recherche et la pratique

Une nouvelle initiative fait le pont entre la science et le développement de la petite enfance

par Janet Jamieson

Il y a environ cinq ans, un grand nombre d'entre nous qui travaillons dans le domaine de l'éducation de la petite enfance depuis de nombreuses années avons connu un regain d'énergie provoqué par l'apparition de nouvelles idées et de nouvelles informations concernant le développement en bas âge. Comme nos carrières avaient débuté dans les années 1970, les connaissances dans le domaine du développement de l'enfant n'avaient pas changé énormément en cours de route. Soudain, une explosion de recherches en neurobiologie et en génétique doublées d'une nouvelle réflexion à propos de la santé développementale, ont placé les premières années de vie au premier plan de la discussion sur le développement humain. Par conséquent, beaucoup de questions se sont posées :

- Que signifie réellement toute cette nouvelle information à propos du développement du cerveau?
- Les premières années sont-elles si importantes? Si elles le sont, quels genres d'expériences devons-nous faire vivre aux jeunes enfants dont nous prenons soin pour leur donner un fondement solide propice à leur développement futur? Y a-t-il des choses que nous devrions faire différemment?
- Comment l'environnement social nous « pénètre-t-il dans la peau » et modifie-t-il les circuits biologiques en

- entraînant des conséquences à long terme pour la santé, l'apprentissage et le comportement?
- Pourquoi certains enfants sont-ils plus vulnérables que d'autres?
- Devrait-on établir des programmes pour les enfants qui en ont le plus besoin ou devrait-on offrir les programmes à tout le monde?
- La façon dont nous agissons avec les enfants lorsqu'ils sont jeunes influe-t-elle sur la santé et le bien-être à long terme de la population?

Comme nombre d'entre nous dans le domaine de l'éducation de la petite enfance avions toujours cru en l'importance des premières années, il était revigorant que le public jette enfin un regard attentif au secteur. Au Red River College, nous nous sommes demandé comment transmettre cette information aux étudiantes. Sur le point de devenir des travailleuses de première ligne, il leur faudrait comprendre les déterminants sociaux et biologiques de la santé et comment intégrer dans leur travail ces nouvelles visions du développement. Fondamentalement, pour nous la grande question était de savoir comment réduire l'écart entre la recherche et la pratique.

Dans l'ensemble, nous ne croyions pas que nous devions enseigner différemment. Les valeurs fondamentales qui assurent la qualité de la garde et du développement de la petite enfance (GDPE) – donner des soins attentionnés, respecter les enfants et les familles, aider les enfants à apprendre, à grandir et à s'épanouir, écouter leurs idées et porter attention à chaque étape du développement étaient étayées par les nouvelles preuves scientifiques. Mais nous avons décidé que si nos étudiantes avaient une vision globale des choses, elles seraient habilitées et motivées à offrir tout ce qu'il y a de mieux comme soins et moins portées à se laisser entraîner dans la facilité du monde « réel ».

Cette nouvelle façon de voir le développement de la petite enfance, connue sous le nom de perspective en santé développementale (Keating et Hertzman, 1999), ne faisait pas partie du programme d'enseignement des étudiantes au niveau collégial. Nous avons donc décidé de créer notre propre programme d'enseignement qui serait utile non seulement aux programmes de GDPE mais à quiconque a besoin d'en savoir davantage sur le développement de l'enfant. En 2002, en partenariat avec le Atkinson Centre for Society and Child Development (ACSCD) à l'Université de Toronto et avec le Founders' Network (dirigé par Fraser Mustard), nous avons commencé à élaborer The Science of Early Child Development (www.scienceofecd.com), un programme d'enseignement multimédia en direct.



précédente de la production de vidéos (la série Our Children, Our Ways et les programmes de ressources pour la famille), où nous avons puisé de merveilleux épisodes illustrant des enfants et des programmes au Canada en plus de nous servir des compétences et des ressources dont nous disposions pour trouver d'autres images.

Durant les trois premières années d'élaboration, The Science of Early Child Development a été mis à l'essai dans plusieurs collèges au Canada, dans le milieu de la GDPE à Winnipeg et à l'étranger et à la Aga Khan University. Nous en sommes maintenant à l'étape de la diffusion du projet, que l'on doit présenter à des conférences et à d'autres réunions à divers endroits au Canada. Tous les profits des ventes servent à rendre le projet durable et à mettre à jour le contenu.

Sorte d'ouvrage multimédia, cette ressource permet aux usagers de naviguer en utilisant des icônes pour trouver des suggestions de lecture, des vidéos, des jeux qui permettent de réviser la matière, et des liens vers des sites Web. Nous avons eu la chance de pouvoir mener des entrevues avec des chercheurs de renommée mondiale, dont beaucoup font partie du groupe de développement biologique et de développement du cerveau en bas âge de l'Institut canadien de recherches avancées. Nous avons tôt fait de nous rendre compte qu'une grande partie du travail de pointe qui s'effectue sur les jeunes années provient du Canada. Nos partenaires ont fait un travail de premier ordre en nous guidant dans nos recherches, en nous ouvrant des portes et en assurant notre intégrité intellectuelle. Le médium en direct fonctionne bien parce qu'il permet de mettre à jour le contenu au fur et à mesure que sont publiées de nouvelles recherches.

Le projet s'est déroulé sur plusieurs années et a posé des défis sur le plan technique car nous cherchions à avoir un très haut degré d'interactivité. Nous avons aussi dû faire un effort particulier pour présenter les conclusions de la recherche de façon cohérente et les lier à la pratique. Il était important de trouver un équilibre entre les explications scientifiques à fournir et les images à présenter des enfants, des familles et des intervenantes et aussi de faire de l'apprentissage une expérience invitante, pertinente et amusante. Nous avons pu tirer profit de notre expérience

Dans un effort visionnaire et généreux pour créer une base de données commune, actuelle et nouvelle, la province du Manitoba a acheté cette ressource pour tous les services de garde d'enfants réglementés, les maternelles et les services de garde en milieu familial de la province. Le Canada est reconnu pour ses normes élevées et son engagement envers des soins de qualité. La diffusion gratuite de cette ressource est un exemple de plus de l'effort continuel de la province pour soutenir le développement de la petite enfance.

Depuis le début du projet, d'autres organismes comme la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance et le Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants ont fait d'importantes contributions pour réduire l'écart entre la recherche et la pratique au profit des enfants, des familles et des professionnelles œuvrant dans le domaine de la petite enfance. Nous espérons que The Science of Early Child Development sera un outil de plus qui servira à faire avancer les choses.

Janet Jamieson enseigne au sein du programme d'éducation de la petite enfance au Red River College. Elle a travaillé comme enseignante en ÉPE, a coordonné des programmes de formation communautaire et a produit en collaboration deux séries de vidéos, Our Children, Our Ways et Family Resource Programs. ©FCSGE 2006

Le projet The Science of Early Child Development a été généreusement financé par The Lawson Foundation et a reçu un soutien supplémentaire du Red River College et The Winnipeg Foundation.

Bibliographie

Keating, D., et Hertzman, C. (réd.). (1999). Development Health and the Wealth of Nations, New York, Guilford.



Organisons une réunion en classe! Ou comment apprendre aux jeunes enfants à s'entraider

par Julie Hansen

Avez-vous déjà pris quelques minutes dans le chaos contrôlé de votre milieu d'éducation de la petite enfance pour observer le pouvoir de l'entraide? Dernièrement, je me demandais si mes efforts en vue d'encourager les enfants à être autonomes et à travailler ensemble avaient produit un effet sur eux. Heureusement, j'ai découvert que la réponse ne pouvait être plus claire : oui!

Au début de l'année, tous les robinets ont été changés à notre école pour des robinets à bouton pressoir. Les enfants étaient euphoriques : quelle nouveauté fascinante à découvrir dans la salle de bain de leur propre école! Les éducatrices étaient toutefois moins enthousiastes à l'idée que les enfants aillent camper dans la salle de bain pour s'amuser avec « le nouveau jouet ». Comment allions-nous faire pour que les enfants s'adaptent à ce changement dans leur environnement avec le moins de perturbation possible? Dans le doute, organisez une réunion en classe! Solliciter la participation des enfants pour qu'ils trouvent des solutions est devenu un nouveau thème dans ma philosophie personnelle de l'enseignement au cours des dernières années. Pourquoi ne pas offrir aux enfants un forum ouvert où ils peuvent émettre et échanger des idées? Voilà exactement ce que nous avons fait le premier jour de l'école. Notre groupe de discussion toujours aussi ingénieux (le groupe des quatre ans) s'est réuni pour parler



Offrir chaque jour l'occasion aux enfants de faire l'expérience de la communication et de la résolution de problème est important dans tous les domaines du développement de l'enfant et est essentiel dans les milieux de garde et d'apprentissage de la petite enfance.

des nouveautés l'année. Nous avons parlé des nouveaux venus, de notre nouvelle gerbille Charlie - et des robinets à pression dans les salles de bain.

Tout d'abord, nous avons examiné les robinets comme s'il s'agissait d'une expérience scientifique. Qu'est-ce qui fait que l'eau arrête de couler si rapidement? Pourquoi est-ce qu'il n'y a pas d'eau chaude qui en sort? Puis, la grande question s'est posée : Comment faire couler l'eau assez longtemps pour rincer tout le savon sur nos mains? Une artiste prolifique a mentionné qu'elle aime se peinturer les mains lorsqu'elle travaille à des chefs-d'œuvre sur le chevalet et que le manque d'eau allait être un problème pour elle. Un autre enfant a rappelé au groupe que la salle de bain pouvait devenir un endroit très achalandé lorsque nous devions tous nous laver les mains avant la collation. Après un long remueméninges et, bien entendu, des délibérations

diplomatiques, les enfants ont trouvé une solution. Ils ont décidé que lorsqu'il leur faudrait utiliser les robinets, ils se feraient accompagner d'un ou d'une camarade et qu'ils se rendraient mutuellement le service d'appuyer sur le bouton pour l'autre. À partir de ce jour, on a pu voir les enfants se rendre à la salle de bain en groupe, prêts à aider n'importe quel ami ayant une paire de mains sales à laver.

Nous devons nous assurer de remarquer et de célébrer la victoire de ces petits jalons quotidiennement franchis dans nos milieux de garde. Offrir chaque jour l'occasion aux enfants de faire l'expérience de la communication et de la résolution de problème est important dans tous les domaines du développement de l'enfant et est essentiel dans les milieux de garde et d'apprentissage de la petite enfance. Ces compétences aident les enfants à développer une image positive d'eux-mêmes et leur permet de travailler ensemble avec succès comme groupe.

La meilleure source d'inspiration peut nous être fournie par notre propre milieu d'apprentissage. Il est important de faire un effort conscient pour observer les enfants dans nos programmes, car ces observations peuvent éclairer nos prises de décision. Passer du temps chaque jour à observer comment les enfants réagissent en utilisant leurs propres compétences de résolution de problème et leurs propres stratégies de communication interpersonnelle peut être très bénéfique pour les éducateurs; ces observations peuvent nous guider lorsque nous établissons notre programme d'activités et aménageons l'aire de jeu.

L'apprentissage ne se produit pas dans l'atteinte de nos buts mais dans la démarche en vue d'y parvenir. C'est cet aspect du processus d'apprentissage qui m'inspire et qui me fait courir un risque et essayer quelque chose de nouveau chaque fois que je franchis la porte de la salle de classe.

J'aimerais remercier les parents du Lions Bay Playschool pour leur aide au cours des six dernières années. Je remercie particulièrement mes élèves, passés et actuels, qui sont une source d'inspiration et qui me rappellent combien j'aime faire partie du domaine de l'éducation de la petite enfance.

Julie Hanson est directrice et enseignante au Lions Bay Playschool en Colombie-Britannique depuis six ans. Elle est également auteure de livres pour enfants; son premier ouvrage, Jack's Magic Hat, a été publié par Trafford Publishing en 2004. ©FCSGE 2006

M'AS-TU VU? M'AS-TU LU?

C'est la fête!

Anfousse, Ginette. Polo et l'anniversaire. Montréal : La Courte échelle, 2003.

Asch, Frank. Bon anniversaire, la lune! Paris: Hachette, 1988.

Brunhoff, Laurent de. L'anniversaire de Babar. Paris : Hachette, 1972.

Capek, Josef. Un gâteau cent fois bon. Paris: Flammarion, 1989.

Gay, Michel. La surprise de Biboundé. Paris : École des Loisirs, 1985.

Horse, Harry. Petit Lapin perdu. Paris: L'école des loisirs, 2002.

Iwamura, Kazuo. Le pique-nique de la famille Souris. Paris : L'école des loisirs, 1988.

Klinting, Lars. Le petit pâtissier. Paris: Albin Michel Jeunesse. 1996

Nordqvist, Sven. Le gâteau d'anniversaire. Paris : Autrement Jeunesse, 2005.

Oxenbury, Helen. C'est mon anniversaire. Rennes : Éditions Quest-France, 1994.

Sanders, Alex, Le rendez-vous des monstres. Paris : L'école des loisirs, 2004.

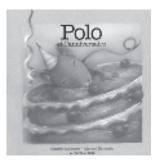
Stubbs, Lisa. L'anniversaire. Paris: Kaléidoscope, 1998.

Ces livres sont suggérés par Marina O'Grady-Lamont, une bibliothécaire en développement des collections pour la jeunesse à la Bibliothèque publique d'Ottawa.











Les enfants s'expriment par les arts dans plusieurs langues

par Sandra Braun

La première fois que Patricia Tarr, professeure d'éducation à l'University of Calgary, a vu l'exposition d'œuvres d'art intitulée Hundred Languages of Children (cent langues des enfants) à Vancouver en 1994, elle se demandait comment les enfants pouvaient produire des œuvres d'art aussi complexes, belles et créatives. C'est une réaction fréquente à cette exposition, qui témoigne des initiatives d'écoles fondées sur l'approche Reggio Emilia de l'apprentissage chez les jeunes enfants. Présentée récemment à l'University of Calgary, l'exposition se compose de 12 structures sur pied qui affichent des images et des textes, ainsi que des éléments interactifs. Les œuvres traduisent les principes de l'approche Reggio Emilia et révèlent la philosophie de l'école. Peut-être plus important encore, elles montrent ce de quoi les enfants sont capables. Grâce à ces œuvres, les visiteurs sont témoins des processus mental, d'interrogation et de raisonnement des enfants et réussissent à comprendre la façon dont les enfants donnent un sens à leur monde.

Cette approche de l'apprentissage chez les enfants est devenue connue sous le nom de la ville du Nord de l'Italie qui l'a vue naître, Reggio Emilia, après la Seconde Guerre mondiale. Sous la direction de Loris Malaguzzi, directeur et fondateur, éducatrices, parents et enfants dans la municipalité ont commencé à travailler ensemble à ériger un réseau de maternelles et de centres de la petite enfance. Ce qui était au départ un programme communautaire coopératif



est devenu un réseau géré par la municipalité qui a exercé une profonde influence sur les approches de l'apprentissage chez les enfants.

Tarr souligne que le fait que ce soit une approche et non une méthode que l'on peut copier est un des principaux aspects de Reggio Emilia. « Comment est-ce que je mets en pratique l'approche Reggio? » est une question qui revient souvent, explique-t-elle. Mais l'approche n'est pas une méthode d'enseignement établie; plutôt, c'est une façon de voir les enfants (comme des protagonistes débrouillards, capables, curieux et imaginatifs de leur propre apprentissage) et le rôle de l'éducatrice dans le processus d'apprentissage des enfants (comme observatrice, personne qui écoute, collaboratrice, co-chercheure, guide et fournisseur de ressources).

Les principes de Reggio Emilia s'appliquent à plusieurs niveaux. Par exemple, on désigne souvent la salle de classe comme la troisième éducatrice (chaque classe Reggio compte deux éducatrices). Les salles sont aménagées avec soin et sont riches en possibilités créatives. On accorde beaucoup

de soins à la beauté des salles, à l'utilisation de l'espace et à la lumière. Les éducatrices gardent les mêmes enfants pendant trois ans et tissent des liens avec leur famille. On ne considère pas les centres eux-mêmes comme un choix de deuxième ordre pour s'occuper des enfants (là où la présence à la maison avec sa mère est le premier choix). En suivant les principes de Reggio, les enfants ont droit aux meilleurs soins possible et donc les centres, qui font fonction de services de garde et d'écoles, visent à remplir ce rôle.

Le rôle de l'éducatrice diffère aussi considérablement. Suivant l'approche Reggio, l'éducatrice ou l'intervenante échange des connaissances avec les enfants. D'autres approches de l'apprentissage tendent à présenter

l'adulte comme le propriétaire des connaissances, qui sont ensuite transmises aux enfants, les récepteurs passifs.

Dans le cadre des programmes davantage dirigés par l'éducatrice, « les enfants recoivent des fiches d'exercices ou des objets prédécoupés, explique Mme Tarr, des choses qui n'exigent pas de réflexion. C'est un travail qui réduit les enfants au silence. » En revanche, l'approche Reggio permet aux enfants de s'exprimer dans leurs nombreuses langues - à l'aide de mots, de gestes, du dessin, de la peinture, de la construction, de la sculpture, des jeux d'ombres, de collages, du théâtre, de la musique et ainsi de suite. L'approche encourage les enfants à examiner les choses sous plusieurs angles; elle favorise la réflexion et la production de théories chez les enfants et leur fournit du matériel pour exprimer leurs idées.

L'exposition d'œuvres d'art Hundred Languages of Children, qui témoigne de cette approche unique, a attiré de plus en plus l'attention depuis son ouverture à Calgary. La durée de l'exposition à l'université (présentée depuis janvier de cette année) permet aux visiteurs de venir regarder et étudier les œuvres à plusieurs reprises. L'exposition est un exemple clé des principes de base de Reggio Emilia. Le fait de visiter l'exposition contribue à donner corps à l'approche pour bien des intervenantes. « À ceux qui ont entendu parler de Reggio, explique M^{me} Tarr, elle leur permet de mieux comprendre de quoi il s'agit. » Et elle laisse un témoignage durable. Dans une version précédente, l'exposition avait été présentée à



Calgary en 1997 et elle avait inspiré plus d'une éducatrice à adopter l'approche. « Le fait d'accueillir l'exposition à nouveau, dit M^{me} Tarr, a réellement aidé celles qui avaient l'impression de prêcher dans le désert. »

L'exposition aide celles qui ne connaissaient pas l'approche à trouver un point d'accès aux principes de Reggio, qui peuvent en rendre certains confus. Comme M^{me} Tarr l'explique, « il y a des gens qui entendent dire que Reggio s'inspire de plusieurs des théoriciens de l'éducation de la petite enfance (John Dewey, par exemple) et écartent donc cette approche étant donné qu'ils mettent déjà en pratique des principes similaires ou qu'ils croient que ce n'est qu'un nouvel engouement -'ce n'est qu'une passade et dans un an, nous aurons passé à autre chose'. Mais ils peuvent se demander si certaines de ces idées ont du sens ou les interpellent, que peuvent-ils faire pour les incorporer dans leur méthode? » Même un petit changement, dans la salle de classe par exemple, peut produire un effet sensible « parce que ce n'est pas une destination, c'est un voyage », fait valoir Mme Tarr.

L'exposition Hundred Languages of Children continuera son voyage au Canada à Toronto de septembre 2006 à février 2007. Une nouvelle version sera dévoilée et l'exposition voyagera dans l'ensemble des États-Unis à partir de l'automne. Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur l'exposition et ses dates de tournée à l'adresse http://zerosei.comune.re.it/inter/100exhibit.htm.

Sandra Braun est spécialiste des communications à la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance. ©FCSGE 2006



CARREFOUR ÉTHIQUE

Vous avez recommandé à des parents un programme qui les a déçus... Que pouvezvous faire?

par Janice Mackinnon et Paula Leblanc

Dilemme récent

Le dernier numéro d'Interaction contenait le dilemme suivant:

Vous avez recommandé un autre service de garde du quartier à une amie qui a déjà été cliente de votre propre service. Votre amie a inscrit son enfant à cet autre service, mais plusieurs mois plus tard, elle est venue vous voir pour vous exprimer son mécontentement et pour vous dire qu'elle aurait souhaité que vous ne lui recommandiez pas ce service de garde. Vous vous inquiétez de l'image que cette recommandation peut avoir sur vous à titre de professionnelle et vous vous inquiétez de ce qui peut se passer dans ce programme. Vous connaissez la directrice à ce programme et vous pensiez qu'il s'agissait d'un bon programme. Est-ce que vous en parlez à cette directrice? Que dites-vous à la mère déçue?

Bev Christian

Nous avons décidé d'aborder ce dilemme à l'aide du modèle de prise de décision éthique en neuf étapes. comme nous l'avons déjà fait dans la chronique Carrefour éthique. Le meilleur choix à faire dans cette situation varie selon les valeurs et les croyances ainsi que la situation personnelle de chaque personne visée.

Étape I : Quelles sont vos réactions initiales?

- Nous sommes abasourdies par la réaction de notre amie face au programme de garde.
- Le programme nous déçoit.
- Nous ne savons pas quoi dire à la mère.
- Nous ne savons pas quoi dire à la superviseure.

• Nous remettons en question la possibilité de recommander ce programme ou d'autres programmes.

Etape 2 : Qui sera affecté?

- La directrice ou superviseure de l'autre programme
- · L'enfant
- Les parents de l'enfant
- Moi-même
- · Le personnel affecté à l'autre programme

Étape 3 : Quels principes ou valeurs entrent en conflit?

En se fondant sur le Code de déontologie de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, les principes suivants entrent en conflit:

- Les intervenantes en service de garde d'enfants travaillent en collaboration avec les parents, reconnaissant que ceuxci ont la responsabilité principale de la garde de leurs enfants, appréciant leur engagement envers les enfants et en les aidant à s'acquitter de leurs responsabilités envers leurs enfants.
- Les intervenantes travaillent en collaboration avec leurs collègues et autres prestataires de services dans la collectivité à l'appui du bien-être des enfants et de leur famille.
- Les intervenantes font preuve d'intégrité dans toutes leurs relations professionnelles.

Étape 4 : Quelles sont les solutions envisageables?

- Parler à la superviseure
- Exposer les principes du programme à la mère
- Encourager la mère à parler avec le personnel ou la directrice
- Ne plus jamais recommander de service
- Rencontrer toutes les personnes concernées
- Encourager la mère à retirer l'enfant du programme

Étape 5 : Quelles conséquences auront chacune des solutions envisageables sur les principaux intéressés? (voir tableau 1)

Étape 6 : Vers quelle solution penchez-vous?

• S'adresser à la superviseure du programme.

Étape 7 : Quelle est la meilleure solution?

• Encourager la mère à rencontrer la directrice au programme.

Étape 8 : Quelle mesure prendrez-vous?

• Nous encouragerons les parents à rencontrer la superviseure du programme et à mettre par écrit leurs préoccupations, et nous ferons le point avec eux après la rencontre.

Étape 9 : Évaluer

- J'attendrai les résultats de la rencontre pour voir si elle a permis de résoudre le problème.
- Si c'est le cas, je vérifierai dans un mois si les parents sont toujours satisfaits du règlement.
- Sinon, nous reprendrons le processus afin de trouver le deuxième meilleur choix.

Janice Mackinnon et Paula Leblanc sont formatrices en matière d'éthique. ©FCSGE 2006

TABLEAU 1 Conséquences qu'auront chacune des solutions envisageables sur les principaux intéressés

	concoquentes qui autom onacano ace colanione en los generos car los principaex interescen				
	Superviseure du programme	Parents	Enfant	Personnel de l'autre centre	Moi-même
Parler à la superviseure	Cela peut régler le problème. Notre intervention, plutôt que celle des parents, peut vexer la superviseure.	Cela peut régler le problème des parents. Ou peut-être pas.	L'enfant peut rester avec ses amis et ses éducatrices. L'enfant risque d'être muté à un autre service.	Le personnel sait peut-être ce qui préoccupe la mère et peut peut-être calmer ses préoccupations. Le personnel peut sentir l'aversion de la mère. La participation d'autres éducatrices de la petite enfance risque de vexer le personnel.	Cela peut régler le problème. Cela risque de compromettre ma relation avec la superviseure.
Exposer les principes du programme à la mère	Aucune conséquence.	Cela peut les aider à comprendre ce qui se passe dans le programme et pourquoi.	L'enfant restera au centre.	Aucune conséquence.	Je ferais preuve de professionnalisme.
Encourager la mère à parler avec le personnel ou la directrice	Cela permettrait de faire participer la résolution du problème.	Les parents prendraient confiance en leurs moyens pour résoudre le problème en question.	Cela permettrait à l'enfant de rester inscrit au service.	Cela permettrait au personnel de faire partie de la solution.	Je ferais preuve de professionnalisme.
Ne plus jamais recommander de programme	Elle risque de perdre des places dans sa garderie.	Les parents risquent d'avoir un problème à trouver un service ou ne connaissent peut-être pas les facteurs à prendre en considération dans un programme.	L'enfant est peut-être inscrit à un programme qui ne répond pas à ses besoins.	Le nombre d'inscriptions est peut-être limité, ce qui restreint donc les perspectives d'emploi.	Je risque de paraître mal informée des programmes offerts.
Rencontrer toutes les personnes concernées.	Mon intervention peut la rendre mal à l'aise.	Les parents peuvent se sentir rassurés par ma présence.	L'enfant risque de quitter le service.	Ma participation risque de le mettre mal à l'aise.	Je pourrais être en conflit avec mes obligations envers les parents et mes collègues.
Encourager la mère à retirer l'enfant du programme	Elle perdrait un enfant.	Les parents risquent de se retrouver sans service de garde et d'avoir à trouver un nouveau service.	L'enfant risque de regretter l'absence de ses éducatrices et de ses amis.	Le personnel n'aurait pas l'occasion de travailler à résoudre les problèmes avec la famille.	Je me sentirais responsable et me chargerais d'aider la mère à trouver un autre service.

Nouveau dilemme

Une séance de formation a été organisée pour un groupe concernant une importante question de sécurité pour les enfants qui a récemment été soulevée au centre. La personneressources dans l'organisation qui a engagé les conférenciers a mêlé les dates. La veille de la date prévue pour la séance, elle a communiqué avec les conférenciers afin de confirmer leur participation à l'événement – c'est-à-dire une semaine avant la date pour laquelle ils s'étaient préparés. Les conférenciers doivent maintenant apporter des changements à leur emploi du temps, n'ont pas terminé leur préparation en vue de la formation et l'un des conférenciers invités (devant communiquer des informations essentielles) n'est vraisemblablement pas disponible à la « nouvelle » date. Si la formation n'a pas lieu maintenant, il est peu probable que le personnel de garde à l'enfance et les enfants puissent suivre cet important programme sur la sécurité avant encore plusieurs mois. Est-ce que vous autorisez la tenue de la séance de formation et tentez de la faire « fonctionner » maintenant ou non?

- Bey Christian

Participez à l'échange sur des questions d'éthique et gagnez un prix!

Les intervenantes de tous les types de services de garde sont régulièrement confrontées à des dilemmes moraux qu'elles doivent résoudre. Nous voulons que vous nous en parliez... et que vous nous expliquiez la solution que vous avez retenue!

Envoyez-nous un exemple de dilemme moral dans le secteur de la garde à l'enfance. Nous le publierons et demanderons à nos lectrices et lecteurs de rédiger un court paragraphe (250 mots) sur la façon dont ils l'aborderaient. Des guides en matière d'éthique étudieront les contributions et nous publierons les meilleurs choix dans le numéro suivant d'Interaction. Des prix seront attribués aux personnes dont le dilemme et la solution seront retenus.

Écrivez à : *Dilemmes d'ordre éthique*, a/s Anne Maxwell, directrice principale des projets, programmes et services, 383, avenue Parkdale, bureau 201, Ottawa (Ontario) K1Y 4R4. Téléc. : (613) 729-3159; courriel : amaxwell@cccffcsge.ca.



INFO-SANTÉ

La sécurité des terrains de jeux

Les enfants adorent les terrains de jeux. Cependant, ils peuvent s'y blesser. La plupart du temps, l'incident se produit lorsqu'ils tombent de l'une des structures. Vous pouvez vous assurer que le terrain de jeux est un endroit sûr pour les enfants.

Examinez l'enfant

- Les vêtements peuvent se coincer dans les structures et étrangler un enfant. Retirez les cordons et cordelettes des vêtements. Pendant l'hiver, préférez le cache-cou au foulard. Utilisez des pinces à mitaines plutôt qu'une cordelette.
- Les enfants ne devraient pas porter de casque de vélo lorsqu'ils sont sur les structures parce que leur tête risque de se coincer dans les ouvertures étroites.
- Assurez-vous que les enfants de moins de cinq ans soient supervisés par un adulte.

Examinez le terrain de jeux

- Choisissez un terrain de jeux « adapté » à votre enfant. Les enfants de cinq ans ou moins ne devraient jouer que dans les terrains conçus pour les enfants d'âge préscolaire, où les structures sont plus petites.
- Recherchez des surfaces convenables. L'herbe, la terre, l'asphalte ou le béton ne conviennent pas sous les structures des terrains de jeux parce que ces surfaces ne sont pas sûres.
- Parmi les matières à conseiller comme surfaces des terrains de jeux, soulignons le sable, les gravillons (des cailloux lisses et ronds de la taille d'un pois), le paillis et les matières synthétiques molles (fabriquées en usine). Ces matières contribueront à absorber le choc en cas de chute d'un enfant.

- Le remblayage doit être profond et non compact. Sous les structures pour enfants d'âge préscolaire, il doit atteindre une profondeur minimale de 15 cm (6 pouces). Dans le cas des structures pour enfants plus âgés, cette profondeur doit passer à 30 cm (12 pouces).
- Si vous êtes préoccupé par la sûreté de votre terrain de jeux local, prenez contact avec les personnes qui l'exploitent. Consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique pour trouver les numéros.
- Les parents peuvent obtenir des listes de vérification de la sûreté des terrains de jeux afin d'évaluer les dangers élémentaires que posent ces terrains. Prenez contact avec votre centre local ou provincial de prévention des accidents ou téléphonez à l'hôpital pour enfants le plus près ou à Enfants en sécurité Canada (1 888 SAFE-TIPS, 1888723-3847).

Devenez engagé à titre de collectivité

Les collectivités doivent s'assurer que leurs terrains de jeux publics respectent les normes canadiennes. Comment faire?

- Faites inspecter le terrain de jeux par un spécialiste agréé afin d'en repérer les dangers. Celui-ci indiquera les changements nécessaires, par ordre de priorité.
 - Assurez-vous que les changements nécessaires soient effectués afin de maintenir le terrain de jeux sûr.
- Maintenez les structures, les surfaces et le sol des terrains de jeux en bon état.
- Rendez compte de toutes les blessures à l'exploitant du terrain de jeux (municipalité, école, garderie, etc.).
- Lorsque vous planifiez de nouveaux terrains de jeux, assurez-vous qu'ils respectent les normes canadiennes.

Certaines collectivités créent des aires de jeux extérieures non traditionnelles au lieu d'installer des structures. Ces aires de jeux coûtent moins cher à installer et peuvent être conçues pour stimuler le développement des enfants, tout en évitant les risques de chute. Consultez le site www.evergreen.ca pour voir des exemples de terrains de jeux différents.



www.soinsdenosenfants.cps.ca / www.caringforkids.cps.ca



n avril 2006, Statistique Canada publiait ses dernières données sur l'utilisation des services de garde d'enfants qui montraient qu'en 2002-2003, 54 % des enfants âgés de six mois à cinq ans bénéficiaient d'une certaine forme de service de garde non parental. Il s'agit d'une augmentation de 12 % depuis 1994-1995.

Les personnes parmi nous qui travaillons dans le domaine de la garde d'enfants savons d'instinct qu'avec un aussi grand nombre de jeunes enfants confiés à des services de garde à une étape d'une telle importance dans leur développement, il est crucial que les soins reçus soient de grande qualité. Mais qu'entend-on au juste par des services de garde de qualité et comment arriver à les offrir? Qui définit la qualité et en quoi les notions de qualité et de pratique exemplaire changent-elles avec le temps?

Une partie de la recherche actuelle dans le domaine de la garde et de l'apprentissage de la petite enfance porte sur ces questions clés abordées dans la section À propos. Ces articles mettent en lumière les leçons que nous avons retenues au sujet de la qualité des services de garde et de son lien avec l'apprentissage en bas âge, les façons de soutenir la qualité des services de garde en milieu familial et des discussions portant sur un large éventail d'opinions concernant la qualité.



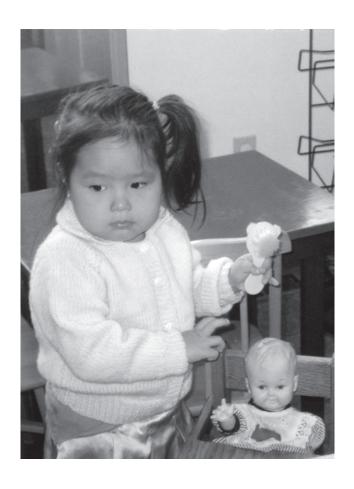
FAITS SAILLANTS DE LA RECHERCHE **ACTUELLE SUR LA QUALITÉ**

Élargir et approfondir la définition des pratiques exemplaires dans le secteur professionnel du développement de la petite enfance au Canada

par Rachel Langford et Zeenat Janmohamed

Au cours des dix dernières années, plusieurs recherches ont enrichi notre compréhension des pratiques exemplaires dans le domaine du développement de la petite enfance au Canada (DPE). Ce qu'on connaît moins cependant dans le milieu du DPE, ce sont les discussions et la recherche interculturelles qui peuvent élargir et approfondir notre définition des pratiques exemplaires. Cet article présente certains des écrits qui examinent ces enjeux, écrits qui ont été colligés dans le 13e volume de la série Échanges sur la recherche au Canada, sous le titre Canadian Early Childhood Education: Broadening and Deepening Discussions of Quality.

Comme le font remarquer Alan Pence et Veronica Pacini-Ketchabaw dans leur introduction au volume 13 d'Échanges sur la recherche au Canada, la recherche interculturelle « est un domaine d'intérêt très canadien » en raison de notre diversité raciale, ethnoculturelle et linguistique croissante (2005, 5). Même si les groupes ethnoculturels au passé et à la situation fort divergents



partagent certaines idées à propos des pratiques exemplaires dans le domaine du DPE, ils ont souvent des façons de voir différentes à propos de l'enfance, de la garde des enfants et des buts de l'apprentissage en bas âge (Friendly, Doherty et Beach, 2005). Or, lorsque les éducatrices de la petite enfance au Canada font face à des situations interculturelles, elles se demandent souvent quoi faire et comment s'inspirer de pratiques qui définissent de façon large la perception des enfants, des familles et des collectivités.

Dans certaines collectivités, les éducatrices de la petite enfance travaillent avec des familles nouvellement arrivées au Canada. Une recherche effectuée par Mehrunnisa Ali laisse entendre que les familles des nouveaux arrivants sont prêtes à tout faire pour que leurs jeunes enfants réussissent. Cette attitude parentale joue un grand rôle dans le développement social et affectif de ces enfants qu'elle cherche à aider à devenir des citoyens soucieux de contribuer à l'essor de leur pays d'adoption. Or, les conditions sociales et économiques de ces familles

font souvent obstacle à l'engagement et à la capacité de ces gens que l'on perçoit comme déficitaires dans leur rôle parental. L'étude montre que ces parents risquent d'élever des enfants qui auront peu de chances de devenir des membres exerçant leur plein droit de participation dans la société canadienne. Elle laisse entendre que les éducatrices de la petite enfance doivent élargir leurs pratiques exemplaires pour y incorporer des stratégies visant à renforcer la capacité des familles nouvellement arrivées d'avoir accès à une diversité de ressources.

De nombreuses éducatrices de la petite enfance travaillent aussi avec des familles immigrantes qui veulent que leurs enfants soient bilingues. Les résultats de la recherche de Veronica Pacini-Ketchabaw et d'Onowa McIvor indiquent que les éducatrices veulent soutenir ces enfants, mais qu'elles en savent peu sur la question linguistique et sur la façon concrète d'aider les enfants à ne pas perdre leur langue maternelle. L'article de Pacini-Ketchabaw et de McIvor présente toute une gamme de pratiques exemplaires destinées à adapter le programme d'activités de façon à mieux répondre aux besoins des populations diversifiées sur le plan linguistique (Échanges sur la recherche au Canada, 2005, 121).

Les éducatrices de la petite enfance au Canada travaillent dans des collectivités ethnoculturelles qui font face à des défis sur le plan social et économique. Certains articles dans le volume 13 d'Échanges sur la recherche au Canada portent à croire que les programmes de formation en DPE ne préparent pas suffisamment les étudiantes à aborder la question des pratiques exemplaires applicables aux diverses collectivités. Dans leur article, Prochner et Cleghorn traitent d'une tendance mondiale selon laquelle les notions occidentales de l'éducation de la petite enfance sont importées dans les collectivités culturelles locales. La description que donne Jessica Ball d'un programme de formation novateur, le First Nations Partnership Program, fait référence à une prise de position répandue dans les services sociaux selon laquelle plus une collectivité semble « opprimée et dans le besoin », plus le prestataire de service doit se rendre utile en lui offrant des ressources importées (39).

Toutefois, la recherche de Ball indique que pour être efficace et respectueux, le rôle du prestataire de service doit être double : celui-ci doit reconnaître que la collectivité sait comment prendre soin des jeunes enfants et les éduguer et accorder de la valeur à ce savoir, et il doit la soutenir dans sa capacité de créer des ressources locales qui contribueront au bien-être des enfants et des familles. Les résultats de cette recherche laissent supposer que les programmes de formation en DPE devraient offrir des cours sur les pratiques exemplaires visant à soutenir les initiatives de mise en valeur des capacités communautaires dans un contexte interculturel.

La recherche et l'analyse interculturelles tendent vers la conclusion que le principe de la diversité doit être au cœur des pratiques exemplaires. Plutôt que de voir en une pratique exemplaire la seule et unique façon d'agir dans un cadre d'intervention dominant et prescriptif, il faudrait interpréter les pratiques exemplaires comme un éventail de façons possibles de se comporter en fonction de divers contextes. Patricia Corson, dans un article sur les avantages sociaux et cognitifs du regroupement des enfants d'âges différents, illustre ce changement dans la façon de voir les choses : « À l'heure où, dans le domaine de l'éducation de la petite enfance, beaucoup réexaminent l'idée selon laquelle la 'pratique exemplaire' consiste à regrouper les enfants du même âge ensemble, une autre façon de faire tout aussi acceptable qui grandit en popularité est celle du regroupement multi-âges », une approche qui tient compte des divers besoins des familles et des collectivités (106).

Un grand nombre d'éducatrices de la petite enfance au Canada cherchent à suivre cette tendance et à modifier leur façon de voir les meilleures pratiques. Pour permettre de discuter plus à fond de la question, un groupe, intitulé Reconceptualizing ECE Canada (RECEC), a été établi. Il s'agit d'un forum à l'intention des éducatrices de la petite enfance ainsi que des enseignants des universités et des collèges, des intervenants et des chercheurs intéressés à élargir et à approfondir les points de vue préconisés par la recherche, la théorie, la pratique et les politiques dans le domaine de l'éducation de la petite enfance au Canada. Si vous désirez participer à ce forum, veuillez communiquer avec Rachel Langford, à l'adresse rlangfor@gbrownc.on.ca.

©FCSGE 2006

Bibliographie

Friendly, M., Doherty, G., & Beach, J. (2005). Quality by design: What do we know about quality in early learning and child care, and what do we think? A Literature Review, Toronto: Childcare Resource and Research Unit, University of Toronto. Retrieved March 22, 2006, from http://childcarecanada.org

Pence, A. & Pacini-Ketchabaw, V. (2005). Canadian Early Childhood Education: Broadening and Deepening Discussions of Quality. Ottawa, Fédération canadienne des services de garde à l'enfance.



FAITS SAILLANTS DE LA RECHERCHE **ACTUELLE SUR LA QUALITÉ**

Pourquoi les services de garde de haute qualité sont-ils essentiels?

Le lien entre les services de garde de qualité et l'apprentissage chez les jeunes enfants

L'article ci-dessous a été extrait d'un « Carnet du savoir », préparé par le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les jeunes enfants (CSAJE) du Conseil canadien sur l'apprentissage. La version complète de ce texte est disponible sur le site Web du CSAJE à www.ccl-cca.ca/ chilhoodlearning.

Leçons en apprentissage, au Canada et ailleurs

Les chercheurs démontrent clairement l'importance des services de garde de qualité pour le développement intellectuel, du langage et social chez les jeunes enfants, ainsi que les éléments essentiels pour la prestation de services de garde de qualité. Voici la liste de ces éléments.

Des éducateurs bien formés et bien éduqués qui reçoivent une juste rémunération.

Les exigences de formation varient d'un endroit à l'autre au Canada pour le personnel des services de garde régis (en installation). La plupart des provinces exigent que certains éducateurs au moins soient titulaires d'un diplôme délivré à l'issue d'un programme postsecondaire d'un ou deux ans. Aucune province n'exige que tous les éducateurs possèdent un titre de qualification en éducation de la petite enfance, mais certaines s'efforcent à présent de relever le degré d'instruction du personnel. Terre-Neuve-et-Labrador,



par exemple, a commencé en 2002 à encourager les intervenantes en services de garde à améliorer leur formation, en proposant une prime à l'éducation à ceux qui obtiendraient un certificat (programme d'un an) ou un diplôme (programme de deux ans). Le Québec subventionne les éducateurs en fonctions qui s'inscrivent à un cours collégial.1

En Suède, par contraste, où la prise en charge des jeunes enfants s'inscrit dans le système éducatif, les enfants sont confiés soit à des enseignants du préscolaire titulaires de grades universitaires conférés à l'issue d'un programme de trois ans, soit à des éducateurs qui ont suivi un programme professionnel de trois ans.²

Mais si la formation est essentielle, elle ne suffit pas. Les études ont démontré que la qualité du travail de garde dépend aussi de salaires intéressants.3 Une juste rémunération est reliée à une plus grande satisfaction et à un meilleur rendement au travail, en particulier en ce qui a trait aux relations attentives et de qualité entre les éducateurs et les enfants et du roulement du personnel. La réduction du roulement est elle-même associée au calme et à la baisse de l'agressivité chez les enfants, à un attachement plus fort entre ceux-ci et leurs éducateurs, et à un développement du langage amélioré.4



La qualité, ça compte

« Les résultats de plusieurs études démontrent que la qualité compte dans les services de garde. Il s'agit même de l'une des conclusions les plus probantes de la psychologie du développement. Les enfants qui reçoivent des services de garde de qualité peuvent obtenir des notes plus élevées dans les tests du rendement et du langage et présenter de meilleurs habiletés sociales et moins de problèmes de comportement [que les enfants qui reçoivent des services de moindre qualité]. » — McCartney¹⁶

En Nouvelle-Zélande, les enseignants des programmes de maternelle de demi-journée pour les enfants de trois et quatre ans touchent le même salaire que les enseignants du primaire; ceux des services de garde et de développement de la petite enfance qui offrent des programmes à plein temps sont actuellement moins bien payés que les enseignants de la maternelle, mais l'écart sera en partie comblé d'ici 2007.5

Au début des années 1990, l'Ontario est devenue la seule province canadienne où les services de garde sont visés par les lois provinciales sur l'équité salariale. Des subventions ont été spécifiquement prévues pour relever les salaires jusqu'à des niveaux établis. Au cours des huit dernières années, cinq autres provinces canadiennes ont réservé des fonds à l'amélioration des salaires du personnel des services de garde.⁶ Le Québec est la seule province qui suit une grille salariale uniforme pour les éducateurs.

Suffisamment de places en garderie et suffisamment d'éducateurs pour assurer un rapport adultes-enfants élevé et un nombre peu élevé d'enfants par groupe.

Actuellement, il n'existe pas suffisamment de places en garderie au Canada-en particulier de places régies dont les chercheurs ont montré qu'elles offrent une meilleure qualité—pour accueillir tous les enfants qui ont besoin des services. Le nombre d'éducateurs est très insuffisant pour assurer le rapport adultes-enfants élevé et le nombre peu élevé d'enfants par groupe indispensables pour offrir à tous les enfants amplement de temps et d'attention.

Seulement 15,5 % des enfants canadiens qui ont besoin de garde trouvent des places régies,7 par comparaison à près de 64 % en Nouvelle-Zélande.8

Le Québec est la seule province canadienne qui se soit dotée d'un réseau très développé de programmes de garde, et aussi celle où il existe le plus grand nombre de places

régies. Environ 40 % des enfants d'âge préscolaire (jusqu'à cinq ans) avaient accès aux services de garde régis au Ouébec en 2004.9

Les services de garde au Québec doivent obligatoirement compter un adulte pour huit enfants de 18 mois à quatre ans, et un adulte pour dix enfants de quatre ou cinq ans. Dans les services en milieu familial, au maximum six enfants peuvent être accueillis à la fois. Les rapports éducateursenfants sont semblables d'une province à l'autre dans le reste du Canada pour les services en installation, mais varient considérablement pour les services en milieu familial—certaines provinces autorisent la prise en charge de 12 enfants par un seul adulte. 10

Des services de garde abordables pour tous les parents.

Les études démontrent que les services de garde de qualité peuvent contribuer à compenser les désavantages économiques pour un enfant, notamment en l'aidant à se préparer à apprendre une fois entré à l'école.

En Suède, en France et dans les autres pays où les services de garde font partie intégrante du système éducatif, tous les enfants ont automatiquement la possibilité d'en bénéficier, sans distinction de revenu.

Dans certaines provinces canadiennes autre qu'au Québec, les parents à revenus modestes peuvent demander une subvention pour compenser en partie les coûts de garde, mais tous les autres parents doivent acquitter l'intégralité des frais. Dans ces provinces, les frais payés par les parents constituent normalement jusqu'à 80 % des coûts de garde, le reste provenant essentiellement des gouvernements sous forme de subventions aux intervenantes en services de garde. Toutefois, tous les parents canadiens qui travaillent ou étudient peuvent réclamer une déduction d'impôt à concurrence d'un maximum de 7 000 \$ par an pour chaque enfant de moins de sept ans. Par ailleurs, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il lancera une nouvelle initiative, la Prestation universelle pour la garde d'enfants, selon laquelle les familles recevront un versement de 100 \$ par mois par enfant de moins de six ans à partir du mois de juillet 2006.

Au Québec, le gouvernement provincial verse un financement de base pour les places de garde (environ 83 % des coûts de fonctionnement) et tous les parents paient des frais identiques de 7 \$ par jour. La situation est semblable en Nouvelle-Zélande, où l'État finance jusqu'à 85 % des coûts de fonctionnement de base des programmes pour la petite enfance, et les parents paient des frais minimes. Les programmes comblent la différence, le cas échéant, grâce à des collectes de fonds.11

Le rôle des pouvoirs publics.

Les services de garde sont souvent associés à une prestation informelle beaucoup plus qu'à un volet de





Les avantages de la qualité

« Les services de garde de qualité, sous forme de soins attentifs et stimulants, sont associés à un meilleur développement cognitif et du langage, des relations positives avec les pairs, l'obéissance aux adultes, moins de problèmes de comportement, et une meilleure relation mère-enfant. » — Owen¹⁷

l'éducation. Au Canada, la responsabilité des très jeunes enfants est en général morcelée entre divers ministères responsables de questions comme la santé, la condition féminine et le développement des enfants ou des familles. Les ministères de l'Éducation, aux niveaux provinciaux ou territoriaux, n'ont pas ou n'ont guère de compétences à l'égard des programmes destinés aux enfants d'âge préscolaire.

Or, les experts sont aujourd'hui unanimes à considérer que la garde d'enfants peut jouer un rôle vital dans l'apprentissage précoce, contribuant à une plus grande réussite sociale et scolaire par la suite.

Du point de vue économique, plusieurs récentes analyses des coûts-avantages ont révélé que même si les services de garde de qualité ne procuraient que des avantages réduits à modérés, ceux-ci seraient néanmoins suffisamment importants pour justifier la réglementation et le soutien financier des services de garde par l'État. 12 Une étude menée en Californie en 2005 sur les coûts-avantages de l'éducation préscolaire universelle, et en particulier sur les avantages pour les enfants défavorisés, démontre que les services de garde de qualité peuvent accroître la persévérance scolaire chez les participants, lesquels sont également appelés par la suite à gagner des revenus plus élevés et à commettre moins de délits.13

Grâce à la réglementation, les gouvernements peuvent établir des normes et assurer un niveau uniforme de qualité pour tous les services de garde, par exemple en exigeant que les intervenantes en services de garde se conforment à des normes minimum de formation et d'éducation, et en astreignant les services de garde à des normes de base (rapport éducateurs-enfants, nombre d'enfants dans les groupes, gamme d'activités disponibles).

Dans bon nombre de pays évolués et développés (Suède, France, Danemark, Nouvelle-Zélande...), les pouvoirs publics ont assumé la responsabilité de la garde des jeunes enfants, considérée comme un rôle approprié pour l'État, et créé un réseau de services de garde en milieu communautaire entièrement régi et universel ou quasiuniversel. En Nouvelle-Zélande, par exemple, tous les programmes de garde d'enfants d'âge préscolaire sont administrés de manière centralisée par le ministère fédéral de l'Éducation, parallèlement aux programmes primaires, secondaires et postsecondaires et sur un pied d'égalité avec ceux-ci. Afin d'assurer l'uniformité et la qualité des services, le ministère de l'Éducation fournit des subventions de fonctionnement directes, élabore les programmes d'études, assure la formation des éducateurs et procède régulièrement à l'évaluation des programmes.¹⁴

Par contraste, chaque province canadienne procède différemment pour la surveillance et la réglementation des services de garde et d'éducation des jeunes enfants.

Depuis quelques années, cinq provinces canadiennes (Terre-Neuve-et-Labrador, le Québec, la Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick et le Manitoba) ont pris des mesures pour resserrer la réglementation des services de garde. et améliorer la qualité de ceux-ci, en instaurant ou en renforçant des exigences de formation pour les éducateurs de la petite enfance en installation et en milieu familial. Pendant la même période, toutefois, deux provinces ont augmenté le nombre d'enfants qu'un service de garde non régi en milieu familial peut accueillir. À l'heure actuelle, quatre provinces autorisent les responsables de services de garde en milieu familial à accueillir jusqu'à 12 enfants sans être astreints à se conformer aux règles plus strictes qui s'appliquent aux services de garde. 15

Conséquences pour l'avenir

Les services de garde d'enfants sont essentiels pour les parents qui travaillent. Ils permettent aux femmes d'occuper des emplois et de faire des études, ce qui contribue à l'économie canadienne tout en renforçant la sécurité économique de leurs familles. Mais même les parents qui peuvent prendre leurs enfants en charge eux-mêmes à plein temps ont parfois besoin d'aide ou considèrent qu'il est avantageux pour leurs enfants de jouer et d'apprendre avec des camarades, et se mettent donc eux aussi à la recherche de services de garde.

Mais les parents ne doivent pas se contenter de n'importe quel service.

Les chercheurs ont démontré que la qualité des services de garde joue un rôle de premier plan, puisqu'elle donne la plus forte impulsion au développement positif des enfants, à l'apprentissage précoce et à la préparation à apprendre. En outre, des services de garde de qualité peuvent servir de soutien à la famille, qui reçoit des renseignements précieux et actuels sur la santé, le développement et la nutrition des enfants ainsi que sur la préparation à l'école et leur contribution à celle-ci. Ils peuvent aider les familles—et tout particulièrement les familles à risque—à créer au foyer un milieu qui peut davantage soutenir et sécuriser leurs enfants.

Notes

- 1 Doherty G, Friendly M, Beach J. Examen thématique de l'éducation et l'accueil des jeunes enfants de l'OCDE Document de base sur le Canada. 2003. Disponible à http://www.dsc.gc.ca (PDF). Consulté le 17 avril 2006.
- Andersson B-E. Les services à la petite enfance et leurs impacts sur les enfants de 0 à 2 ans. Commentaires sur les articles de Belsky, Howes, et Owens. Dans : Tremblay RE, Barr RG, Peters RDeV, réd. Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants [en ligne]. Montréal, Québec : Centre d'excellence sur le développement des jeunes enfants; 2003 : 1-4. Disponible à :
- http://www.excellence-earlychildhood.ca (PDF). Consulté le 21 mars 2006. Barnett WS. Better teachers, better preschools: Student achievement linked to teacher qualifications. New Brunswick, NJ: NIEER; 2003. Numéro 2. Doherty G. Elements of Quality. Research Connections Canada: Supporting
- Children and Families. Ottawa: Fédération canadienne des services de garde à l'enfance: 1999, 1.
- Goelman H. Nine lessons on early childcare we can learn from New Zealand. Canadian Centre for Policy Alternatives, novembre 2004. Disponible à : http://www.policyalternatives.ca. Consulté le 20 mars 2006
- Friendly M. Beach J. Farly Childhood Education and Care in Canada, 2004 Childcare Resource and Research Unit, University of Toronto, mars 2005.
- 10 Japel C, Tremblay RE, Côté S. La qualité, ça compte! Résultats de l'étude longitudinale du développement des enfants du Québec. IRPP Choix 2005; 11(5).
- 12 Barnett WS. Services à la petite enfance et impacts sur ceux de deux à cinq ans. Commentaires sur les articles de McCartney, Peisner-Feinberg, et Anhert et Lamb. Dans : Tremblay RE, Barr RG, Peters RDeV, réd. Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants [en ligne]. Montréal, Québec : Centre d'excellence sur le développement des jeunes enfants; 2004 : 1–5. Disponible à : http://www.excellence-earlychildhood.ca/ (PDF). Consulté le 20 mars 2006.

 13 Karoly L, Bigelow J. The Economics of Investing in Universal Preschool in
- California, RAND : 2005.
- 14 Goelman.
- 15 Doherty, Friendly, Beach.
- 16 McCartney K. Recherches actuelles sur les effets des services à la petite enfance. Dans : Tremblay RE, Barr RG, Peters RDeV, réd. *Encyclopédie sur le* développement des jeunes enfants [en ligne]. Montréal, Québec : Centre d'excellence sur le développement des jeunes enfants; 2004: 1–5. Disponible à : http://www.excellence-earlychildhood.ca/ (PDF). Consulté le 20 mars 2006. Owen MT. Les services à la petite enfance et le développement des jeunes enfants
- (0-2 ans.) Dans : Tremblay RE, Barr RG, Peters RDeV, réd. *Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants* [en ligne]. Montréal, Québec : Centre d'excellence sur le développement des jeunes enfants (2003: 1-6. Disponible à : http://www.excellence-earlychildhood.ca/ (PDF). Consulté le 20 mars 2006.

Le service de garde et son lien avec la qualité de vie dans les familles canadiennes

Une vaste étude menée récemment sur la situation des enfants et des familles montre que les services de garde s'inscrivent dans un ensemble de politiques plus vastes qui influent sur les enfants au Canada. En avril. le Conseil canadien de développement social lançait Le progrès des enfants et des jeunes au Canada 2006, une vaste étude qui cerne les tendances dans les domaines de la vie familiale, de la sécurité économique, de la sécurité physique, de la santé et de l'apprentissage ainsi que beaucoup d'autres



facteurs liés à l'éducation des enfants. Le rapport illustre également que certaines familles sont en perte de vitesse dans leur effort pour s'assurer un revenu stable. Selon le rapport, il en coûte environ, en 2004, 166 700 \$ pour élever un enfant de la naissance à l'âge de 18 ans. La dépense la plus importante est celle de la garde (54 000 \$, un montant établi d'après le coût d'éducation d'un enfant au Manitoba).

- « Le revenu familial est, comme on le sait, l'un des éléments essentiels au sain développement de l'enfant », a déclaré Peter Bleyer, président du CCDS. Or, comme beaucoup de parents canadiens n'ont pas de sécurité d'emploi, l'incidence est énorme sur ce que leurs enfants mangent, sur la façon dont ils apprennent et sur les endroits où ils jouent. »
- M. Bleyer maintient que les gouvernements doivent investir directement dans les programmes qui soutiennent les familles. « Lorsque vous faites le calcul, vous constatez que l'argent bien placé est investi dans les services de garde et d'apprentissage de la petite enfance et offre aux parents un soutien communautaire durant les années où leurs enfants grandissent pour atteindre l'âge adulte. »

Voici d'autres conclusions :

- · Soixante-trois pour cent des mères d'enfants âgés de moins de trois ans avaient un emploi en 2003.
- · Le tiers des enfants canadiens vivant dans la pauvreté ont un parent qui occupe un emploi à plein temps.
- Les emplois temporaires, à temps partiel, à contrat et saisonniers représentent maintenant 37 % des emplois canadiens comparativement à 25 % au milieu des années

Ce rapport est la septième édition du projet Progrès des enfants et des jeunes au Canada du CCDS, qui a débuté en 1994. Pour de plus amples renseignements, consulter le site Web du CCDS, à l'adresse www.ccsd.ca.



FAITS SAILLANTS DE LA RECHERCHE **ACTUELLE SUR LA QUALITÉ**

La promotion de la qualité dans les services de garde en milieu familial

Que nous apprend la recherche?

par Gillian Doherty

Les données du cycle de 2002-2003 de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) indiquent que 30 % des enfants âgés de six mois à cinq ans qui reçoivent continuellement des soins non parentaux sont confiés à des services de garde en milieu familial, que 28 % reçoivent ces soins en garderie et que le reste les reçoit au moyen d'autres arrangements. En moyenne, les enfants qui sont confiés à un service de garde à domicile passent 27 heures par semaine dans ce milieu¹. Or, nous savons que les compétences sociales, linguistiques et scolaires des enfants à l'école élémentaire sont liées à la qualité du service de garde en milieu familial qu'ils reçoivent avant l'âge de cinq ans ^{2,3}. Par conséquent, nous ne pouvons pas, comme société, nous contenter de soins qui se limitent à la surveillance des enfants. Cet article utilise la recherche canadienne et américaine pour déterminer les prédicteurs de la qualité des services de garde en milieu familial, c'est-àdire les variables qui sont la cause du niveau de qualité qui existe⁴, que l'on peut réglementer ou qui sont influencées par les mesures gouvernementales.

Les prédicteurs de la qualité des services de garde en milieu familial

Les chercheurs ont cerné trois prédicteurs que l'on peut réglementer et deux prédicteurs pour lesquels les politiques



et les pratiques gouvernementales peuvent jouer un rôle même si on ne peut pas les réglementer. Les prédicteurs « réglementables » sont (1) le niveau de formation de la responsable du service dans le domaine de la garde des enfants^{5,6,7,8,9}, (2) le niveau de scolarité générale de la responsable du service^{10,11,12} et (3) le ratio enfants-responsable¹³. Quant aux prédicteurs qu'on ne peut réglementer, il s'agit (1) de l'utilisation que fait la responsable des services du soutien, comme les réseaux d'intervenantes et les ludothèques^{14,15} et (2) le degré « d'intentionnalité » de la responsable du service 16,17. On entend par intentionnalité un ensemble de caractéristiques dont le plaisir pris à être en compagnie des enfants, le désir de travailler avec eux et la volonté de faire carrière dans le domaine de la garde en milieu familial. Fischer et Eheart (1991) indiquent que la formation spécialisée de la responsable du service représentait 52 % des différences remarquées dans la qualité des services de leur échantillon, l'usage ou non des services de soutien en représentait 13 % tandis que le nombre d'années de scolarité équivalait à 5 %. Une autre étude qui a examiné l'influence du niveau de scolarité générale des responsables de services a permis de constater que la différence était la plus marquée lorsqu'on comparait la pratique des personnes qui avaient et qui n'avaient pas terminé leurs études secondaires18.

Incidences

La prestation d'un service de garde d'enfants de grande qualité exige des connaissances et des compétences particulières; il n'est donc pas surprenant que le prédicteur le plus important de la qualité d'un service en milieu familial soit l'étendue de la formation de la responsable du service. À l'heure actuelle, seulement quatre provinces exigent des responsables qu'elles aient ou qu'elles obtiennent une formation d'une longueur requise allant entre 30 et 60 heures tandis qu'aucune province ne précise de contenu obligatoire 19. Or, se contenter d'appliquer un règlement exigeant des responsables de services qu'elles aient une formation ne suffit pas. Il faut tenir compte du contenu ainsi que de la facon de veiller à ce que la formation soit accessible à des heures convenables et soit à coût abordable. Il faut aussi trouver le moyen de composer avec le fait que l'exigence peut en décourager certaines de se joindre au secteur réglementé alors que les responsables de services non réglementés n'ont pas besoin de formation. Le Projet de formation en garde familiale, parrainé par la FCSGE, a fait appel à la participation de six organismes de garde en milieu familial et de la Ryerson Polytechnic University pour élaborer et mettre à l'essai un programme de 36 modules qui aborde au départ des notions élémentaires touchant la santé et la sécurité, l'organisation de l'environnement, le développement de l'enfant et les partenariats à établir avec les parents pour ensuite traiter de questions plus pointues comme le comportement difficile de certains enfants et la pratique autoréflexive (voir le site www.cccf-fcsge.ca). Il existe aussi un guide de l'animatrice. Cette formation, qui s'adresse aux responsables de services, peut être suivie en ligne par une personne ou par un groupe avec l'aide d'une animatrice, en dehors des heures de travail. Encourager les personnes à réglementer leur service est une facon de combattre le manque d'intérêt à le faire à cause de la formation exigée. Les incitatifs peuvent être les subventions de fonctionnement gouvernemental offertes aux services réglementés seulement et le droit de prendre soin d'un plus grand nombre d'enfants que ses collègues du secteur non réglementé.

Les deux autres prédicteurs susceptibles d'être réglementés sont le ratio et le niveau de scolarité générale. Le fait que certains chercheurs ne mentionnent pas le ratio comme prédicteur ne devrait pas donner à penser que c'est sans importance; la raison en est peut-être la similarité dans les règlements touchant les ratios d'une province à l'autre. Par conséquent, toute tentative pour accroître la qualité doit inclure le maintien des exigences en matière de ratio qui permettent d'accorder une attention individualisée à chaque enfant. La question du niveau de scolarité générale est particulièrement délicate dans les endroits où il y a de nombreuses responsables de services de garde en milieu familial qui sont des immigrantes qui n'ont pas eu la chance de terminer leurs études secondaires. Les empêcher de réglementer leur service les isolerait et décimerait le bassin des responsables de services réglementés dans ces collectivités. Une solution de rechange pourrait consister à veiller à ce qu'elles soient mises en rapport avec une mentor et à ce qu'elles reçoivent une formation en règle en début de carrière.

L'utilisation des services de soutien et le degré d'intentionnalité de la personne ne sont pas « réglementables », mais peuvent être influencés par les gouvernements. La recherche indique clairement que la qualité est améliorée lorsque les responsables de services ont accès à un soutien et à un mentorat de leurs pairs et peuvent profiter de formes de

La qualité « volontaire »

Au printemps 2006, la Childcare Resource and Research Unit. University of Toronto, publiait une importante analyse documentaire intitulée Quality by Design: What do we know about quality in early learning and child care, and what do we think? Cette



analyse fait partie d'un projet plus vaste de la CRRU destiné à stimuler le dialogue sur les services de garde et d'apprentissage de la petite enfance de qualité au Canada, un projet principalement axé au niveau des politiques ou du système.

Préparée par les chercheuses Martha Friendly, Gillian Doherty et Jane Beach, cette analyse documentaire rassemble les données de la recherche canadienne et internationale et résume les idées émises sur la qualité du point de vue des enfants, des parents, des intervenantes et de la collectivité, et du point de vue de différents pays. L'analyse détermine aussi les facteurs qui contribuent à la qualité des garderies comme telles. Enfin, elle présente huit grandes catégories d'éléments de la qualité qui sont requises au niveau du système ou des politiques au Canada. Ces éléments sont les suivants :

- 1. Les idées : un cadre conceptuel
- 2. La gouvernance : les rôles et les responsabilités
- 3. L'infrastructure : une administration de programme coordonnée
- 4. La planification et l'élaboration de politiques : une stratégie de mise en œuvre
- 5. Le financement : un investissement public important bien géré
- 6. Les ressources humaines : du personnel et des intervenantes qualifiés à tous les niveaux
- 7. L'environnement physique : le lieu où se donne le programme
- 8. Les données, la recherche et l'évaluation : la collecte et l'analyse de renseignements pour évaluer l'efficacité de la pratique et assurer la responsabilisation.

Pour de plus amples renseignements sur ces éléments et leur rôle fondamental dans la recherche, consulter la section intitulée Quality by Design, du site Web de la CRRU, à l'adresse www.childcarecanada.org.



soutien comme de la formation, des programmes de halte-accueil pour intervenantes et enfants et des ludothèques. Ces services peuvent être offerts par des agences de services de garde en milieu familial ou par des programmes de ressources pour la garde d'enfants, mais nombreuses sont les responsables de services qui ne peuvent pas s'en prévaloir lorsqu'il leur faut payer des frais élevés. De façon réaliste, l'accès aux services de soutien exige des gouvernements qu'ils subventionnent les agences qui les offrent. L'importance, sur le plan de la qualité, de l'intentionnalité de la responsable du service a aussi une incidence pour la pratique gouvernementale. Tant au Canada qu'aux États-Unis, on a constaté sans équivoque que lorsqu'on pousse les gens ou les force à offrir des services de garde en milieu familial dans le cadre de programmes de type « Boulot Ontario », alors que travailler auprès des jeunes enfants ne les intéresse pas, le résultat est incompatible avec des soins de nature à favoriser le développement des enfants.

©FCSGE 2006

Notes de bas de page

- 1. Bushnik, 2006
- NICHD Early Child Care Network, 2005
- 3. Kohen, Hunter, Pence & Goelman, 2000
- 4. Les variables qui permettent de prédire le niveau de qualité sont beaucoup plus utiles pour l'élaboration de politiques que celles qui sont simplement associées à une qualité supérieure probable.
- Burchinal, Howes & Kontos, 2002
- 6. Clarke-Stewart, Vandell, Burchinal, O'Brien & McCartney, 2002 7. Doherty, Forer, Lero, Goelman & LaGrange, sous presse
- 8. Fischer & Eheart, 1991
- 9. NICHD, 2003
- 10. Clarke-Stewart et al., 2002
- 11 Fischer & Fheart 1991
- 12. Raikes, Raikes & Wilcox, 2005
- 13. NICHD, 1996
- 14. Doherty et al., sous presse
- 15. Fischer & Eheart, 1991
- 16. Doherty et al., sous presse 17. Kontos, Howes, Shinn, & Galinsky, 1995
- 18. Clarke-Stewart et al., 2002
- 19. Childcare Resource and Research Unit, 2005

Bushnik, T., La garde des enfants au Canada, Ottawa, Division des enquêtes spéciales, Statistique Canada, Catalogue nº 89-599-MIE - 003, 2006

Burchinal, M., Howes, C., & Kontos, S. (2002). Structural predictor of child care quality in child care homes. *Early Childhood Research Quarterly, 17, 87*–105.

Childcare Resource and Research Unit. (2005). Early childhood education and care in Canada, 2004. Toronto: Author.

Clarke-Stewart, K.A., Vandell, D.L., Burchinal, M., O'Brien, M., & McCartney, K. (2002). Do regulable features of child-care homes affect children's development? Early Childhood Research Quarterly, 17.

Doherty, G., Forer, B., Lero, D.S., Goelman, H., & LaGrange, A. (in press). Early Childhood Research

Fischer, J.L., & Eheart, B.K. (1991). Family day care: A theoretical basis for improving quality. Early Childhood Research Quarterly, 6, 549-563.

Kohen, D., Hunter, T., Pence, A.R., & Goelman, H. (2000). The Victoria Day Care Research Project: Overview of a longitudinal study of child care and human development in Canada. Canadian Journal of Research in Early Childhood Education, 8(2), 49–54.

Kontos, S., Howes, C., Shinn, M., & Galinsky, E. (1995). Quality in family child care and relative care. New York: Teachers College Press.

NICHD Early Childhood Research Network. (1996). Characteristics of infant child care: Factors contributing to positive caregiving. Early Childhood Research Quarterly, 11, 269-306.

NICHD Early Childhood Research Network, (2003), Child-care structure '‡process '‡outcome: Direct and indirect effects of child-care quality on young children's development. Psychological Science, 13(3), 199–206.

NICHD Early Childhood Research Network. (2005). Early child care and children's development in the primary grades: Follow-up results from the NICHD Study of Early Child Care. American Educational Research Journal, 42(3), 537-570.

Raikes, H.A., Raikes, H.H., & Wilcox, B. (2005). Regulation, subsidy receipt and provider characteristics: What predicts quality in child care homes? Early Childhood Research Quarterly, 20, 164-184.

La qualité et la main-d'œuvre future dans le domaine de la garde d'enfants

La recherche montre de façon constante que le niveau de compétence de l'intervenante en services de garde d'enfants est déterminant pour la qualité des soins offerts. Toutefois. seulement la moitié des étudiantes actuellement inscrites à des programmes d'éducation de la petite enfance (ÉPE)



au Canada prévoient travailler dans le domaine de la garde d'enfants réglementé dans cinq ans. Ce n'est là qu'une des importantes révélations de l'étude du Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance menée sur le marché du travail en 2004, intitulée Un travail à valoriser. L'hiver dernier, le CSRHSGE a préparé un document d'information rassemblant les données de cette étude qui s'appliquent particulièrement aux étudiantes en ÉPE. Voici quelques autres renseignements tirés d'un document d'information découlant de l'étude, intitulé La future main-d'œuvre des services de garde : Perspectives offertes aux étudiantes en services éducatifs et de garde à l'enfance :

- La plupart des étudiantes sont très positives à l'endroit de la formation qu'elles reçoivent, mais seulement le tiers se sent suffisamment préparé à travailler auprès d'enfants ayant des besoins
- · Les stages ont une incidence prépondérante sur le désir des jeunes étudiantes et des étudiantes n'ayant pas d'expérience préalable dans le domaine de la garde d'enfants de faire ou non carrière dans le secteur. Malheureusement, la plupart des étudiantes expriment des préoccupations par rapport à l'expérience vécue en stage.
- Les étudiantes immigrantes se distinguent des autres étudiantes en ÉPE au sens où elles sont plus âgées, elles ont un niveau de scolarité supérieur et elles ont davantage tendance à prévoir travailler en garderie immédiatement après l'obtention de leur diplôme et dans cinq ans d'ici.

Pour de plus amples renseignements sur cette recherche, consulter le site du CSRHSGE, à l'adresse www.ccsc-csge.ca.

ÉCHOS DE LA RECHERCHE

Aucun niveau d'exposition au plomb n'est acceptable pour les enfants

Des chercheurs ont découvert qu'il n'existe aucun niveau d'exposition au plomb qui soit sécuritaire pour les enfants. Cette découverte contredit des hypothèses antérieures selon lesquelles une faible concentration de plomb dans le sang (inférieure à dix microgrammes par décilitre) était considérée comme « normale ». L'étude, publiée dans Environmental Health Perspective (points de vue sur l'hygiène de

l'environnement), fait ressortir que même une exposition au plomb à faible dose dans l'environnement peut avoir des effets nocifs importants sur la santé, comme un déficit intellectuel par exemple. De plus, on a déjà établi des liens entre la concentration de plomb et la difficulté à lire, l'échec scolaire, le comportement délinquant, la perte auditive, les caries, les fausses couches, les maladies du rein et les maladies cardiovasculaires. L'étude recommande l'élimination du plomb là où il n'est pas indispensable et de baisser encore les concentrations admissibles dans les émissions atmosphériques, la poussière domestique, le sol, l'eau et les produits de consommation.

Les services de garde à l'enfance au Canada: un secteur en évolution

Statistique Canada a publié La garde des enfants au Canada, qui relate les expériences de garde des enfants canadiens âgés de 6 mois à 5 ans. Cet exercice a permis de constater une hausse importante du pourcentage des enfants confiés à des soins prodigués par une personne autre que les parents de 1994 à 2003. L'étude révèle également qu'en général, les parents font moins appel aux services d'une personne non apparentée pour s'occuper de leurs enfants et qu'en conséquence, ils font davantage

appel à des services de garde et à des personnes apparentées. Elle illustre aussi le fait que la garde hors du domicile par une personne apparentée est plus courante dans les collectivités rurales, alors que les familles d'immigrants choisissent de confier leurs enfants à une personne apparentée à domicile. Le recours à un service de garde est plus fréquent chez les familles à faible revenu et les familles du Québec. Axées sur l'évolution de la garde au fil des ans, les données montrent que l'on confie plus d'enfants à des professionnelles accréditées et formées qu'auparavant et que les enfants utilisant plus d'un mode de garde y passent en moyenne 12 heures de plus par semaine. Le rapport intégral se trouve en ligne.

Plus grande incidence de dépression postpartum chez les **immigrantes**

Une étude récente sur les immigrantes enceintes à Montréal indique qu'elles sont plus susceptibles de souffrir d'une dépression durant la grossesse et après la naissance que la population en général. Des 120 femmes interrogées, 42 % ont franchi le seuil d'inclusion de l'enquête sur la dépression. L'étude a permis de découvrir que les immigrantes rencontrent plusieurs des mêmes causes de stress, telles qu'un manque de soutien social ou les pressions de la vie en général, mais que l'incidence de ces facteurs de risque est beaucoup plus généralisée. Elles doivent également faire face à des causes de stress propres aux immigrants, telles que la discrimination. Phyllis Zelkowitz, auteure principale et directrice de la recherche au service de psychiatrie de l'Hôpital général juif, explique que bien souvent, la dépression post-partum peut amener les mères à être moins réceptives et attentives sur le plan émotif à leurs enfants. En conséquence, il se peut que les bébés soient plus irritables. On a également observé des effets persistants sur le développement cognitif et social des enfants. L'étude donne à penser que les préjugés associés à la dépression post-partum aggravent le problème parce que la plupart des mères ne veulent pas reconnaître qu'elles ont un problème. Les immigrants en particulier sont moins susceptibles de demander de l'aide, ce qui rend essentiels les services de garde d'enfants et les programmes de soutien pour ce groupe.



RÉSEAU PANCANADIEN ET AU-DELÀ

SCÈNE NATIONALE

Un sondage récent mené par Report on Business révèle que bien des cadres au Canada n'appuient pas énergiquement l'annulation des ententes fédérales-provinciales sur l'apprentissage et les soins de la petite enfance.

Publié en mars, ce sondage a été mené auprès d'un échantillon aléatoire de 150 des 1000 principaux cadres de haut rang (PDG, directeurs financiers, directeurs de l'exploitation) pour connaître leurs attentes à l'égard des initiatives stratégiques du nouveau gouvernement fédéral. Plus de 20 % des répondants ont signalé que le gouvernement ne devrait pas annuler les ententes fédéralesprovinciales signées l'an dernier, 37 % ont accordé une faible priorité à ces ententes et seulement 9 % ont jugé qu'elles devaient représenter une priorité élevée.

Un nouveau sondage Ipsos-Reid montre que la majorité des Canadiens ne partagent pas la vision du gouvernement fédéral quant à l'avenir des services de soins et d'apprentissage de la petite enfance. La majorité des répondants (59 %) est d'avis qu'il faut soutenir les familles en finançant les employeurs et les collectivités pour qu'ils « créent des places en garderie en milieu de travail ou par le biais d'une coopérative d'associations communautaires ». Seulement 39 % des personnes interrogées étaient d'avis que la prestation annuelle de 1 200 \$ par enfant de moins de 6 ans constituait la meilleure option pour les familles. Pour classer par ordre de priorité le plan en cinq points des Conservateurs, c'est-à-dire définir les objectifs pour éliminer les périodes d'attente des patients, voter une loi sur l'imputabilité afin de faire le ménage au sein du gouvernement, sévir contre le crime, établir un nouveau plan annuel pour les services de garde et réduire la TPS, les répondants ont classé le dossier des services de garde au quatrième rang. La réduction des temps d'attente vient au premier rang, suivie de la diminution de la criminalité, puis de l'imputabilité gouvernementale et, en tout dernier lieu, la réduction de la TPS.

La Coalition des services de garde et des services aux familles et l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance ont uni leurs efforts pour exercer des pressions sur le gouvernement fédéral afin qu'il verse des fonds annuels aux provinces pour les services de garde. Ensemble, ces groupes espèrent que leurs efforts conjoints aideront à garantir au moins 1,2 milliard de dollars sur les

fonds fédéraux annuels qui avaient été promis pour assurer des services de garde de qualité élevée dans les provinces et les territoires. Le groupe encourage aussi le soutien au revenu, mais il n'appuie pas la prestation fédérale imposable de 1 200 \$ qui est discriminatoire envers les familles monoparentales et celles qui bénéficient de plus d'un revenu, tout en profitant aux bien nantis.

Le ministre des Finances, Jim Flaherty, a déposé le budget fédéral en mai. Ce budget confirme l'annulation des ententes fédérales-provinciales sur l'apprentissage et les soins de la petite enfance et son remplacement par une prestation de 1 200 \$ par enfant de moins de 6 ans. Le gouvernement a aussi promis 250 millions de dollars sous la forme de crédits d'impôt pour les entreprises à compter de l'exercice 2007-2008. Selon le nouveau plan, baptisé le Programme d'investissement pour la garde d'enfants communautaire, les entreprises recevront jusqu'à 10 000 \$ de crédit pour chaque place créée en garderie. Le gouvernement avance que son programme permettra de créer 250 000 places.

ALBERTA

Le 27 mars, le ministre de l'Éducation Gene Zwozdesky a annoncé que le gouvernement albertain ne financerait pas la prématernelle ou la maternelle à temps plein dans les écoles de la province, comme l'avait recommandé la commission 2003 sur l'apprentissage. Cette commission comptait neuf membres nommés pour mener un examen détaillé du système d'éducation de l'Alberta, de la maternelle jusqu'à la 12e année. Le rapport de la commission soulignait les avantages de la prématernelle et de la maternelle à temps plein pour les élèves à risque. Il citait plusieurs études américaines montrant que de tels programmes avaient eu une incidence positive profonde sur le développement et la réussite des enfants parce qu'ils ont pour effet de réduire le nombre d'arrestations, de donner accès à des revenus mensuels supérieurs et de diminuer le taux de décrochage scolaire.

Le maire d'Edmonton, Stephen Mandel, a écrit au premier ministre Stephen Harper, pour l'enjoindre d'honorer les ententes fédéralesprovinciales bilatérales sur l'apprentissage et les soins de la petite enfance. Un sondage mené auprès de 800 Albertains par l'organisme Public Interest Alberta a été publié en avril et montre que la majorité s'oppose à l'annulation de ces ententes.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Le premier ministre Gordon Campbell a annoncé la création d'un nouveau poste au gouvernement pour représenter les enfants. Ce poste, qui jouira du même statut que celui du vérificateur général et de l'ombudsman de la province, sera comblé et supervisé par un comité composé de tous les partis de l'assemblée législative. L'annonce de ce poste a été faite par le juge à la retraite Ted Hughes, qui a soumis un rapport très critique en avril à l'endroit du gouvernement pour la façon dont il gère la protection de l'enfance.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Les garderies pourront augmenter leur tarif du même montant que la prestation de 100 \$ par mois qui sera versée par le gouvernement Harper. Certains exploitants de garderie ont juré d'augmenter leurs frais d'un montant équivalent à la nouvelle prestation fédérale puisqu'ils estiment subventionner les coûts de garde depuis trop longtemps en exigeant des tarifs peu élevés.

MANITOBA

Le 6 mars, le gouvernement provincial a présenté son budget annuel. Depuis 1999, le financement du gouvernement destiné à la garde à l'enfance s'est accru de 107 %. Toutefois, pour l'exercice de 2006, les fonds affectés à ce secteur augmenteront de seulement 1,9 % par rapport à l'an dernier, c'est-à-dire qu'ils passeront de 103 millions de dollars à 105 millions de dollars. Le Manitoba perdra 126 millions de dollars en fonds fédéraux au cours des trois prochaines années en raison de l'annulation de l'entente sur l'apprentissage et les soins de la petite enfance.

Les délégués au congrès de la section manitobaine de Syndicat canadien de la fonction publique ont convenu que le gouvernement fédéral doit maintenir les ententes fédéralesprovinciales. Ils estiment que 70 % des 24 000 membres du syndicat, qui comprennent des travailleurs du secteur de la santé, de l'éducation ainsi que des services municipaux et sociaux, ont des enfants. Bien que bon nombre de délégués soutiennent le versement des 1 200 \$ promis par les Conservateurs, ils sont d'avis que cette somme ne peut remplacer un plan d'ensemble visant à offrir des services de garde de haute qualité dans la province.

NOUVELLE-ÉCOSSE

Le réseau Circle Time for Child Care, qui compte près de vingt organisations de la Nouvelle-Écosse, a recueilli plus de 9 000 noms pour une pétition enjoignant le gouvernement

Harper de maintenir l'entente conclue avec la province en 2005 visant à financer les soins et l'apprentissage de la petite enfance. Les deux premières années de l'entente de cinq ans seront honorées, ce qui amènera à la province 39 millions de dollars destinés à créer de nouvelles places en garderie. Toutefois, le non-respect des trois dernières années priveront la province de 98 millions de dollars.

Le 8 mai, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a présenté son budget de 2006. Il a notamment annoncé un crédit d'impôt non remboursable de 8,79 % qui sera accordé, à compter du 1er juillet 2006, au montant total de la prestation fédérale pour la petite enfance de 1 200 \$. Le gouvernement promet aussi de continuer à financer le système de garde à l'enfance en Nouvelle-Écosse une fois que les ententes sur l'apprentissage et les soins de la petite enfance prendront fin. La province a engagé 130 millions de dollars pour un plan décennal qui servira à financer la formation d'intervenantes du secteur de la garde et à soutenir les familles. Un financement provincial supplémentaire de 4,7 millions de dollars par année sera maintenu une fois que les fonds fédéraux seront épuisés.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Le 15 mars, le ministre de l'Éducation Claude Williams a publié le rapport gouvernemental sur l'inclusion scolaire dans le cadre du Plan d'apprentissage de qualité de la province. Ce rapport comporte 95 recommandations sur l'inclusion scolaire, présente un compte-rendu des consultations publiques menées dans toute la province et fournit un résumé de la recherche, des pratiques et des aspects juridiques. Le ministre a décrit la démarche en trois volets que le gouvernement utilisera pour mettre en œuvre les recommandations du rapport. Cette démarche comprend la mise sur pied d'un comité directeur pour assurer la prestation intégrée de services de soutien à l'inclusion scolaire de la maternelle à la douzième année; la création d'un forum, en collaboration avec le ministère de la Santé et le ministère de la Famille et des Services communautaires, pour donner aux intervenants l'occasion de participer à l'élaboration d'un plan; et la mise en œuvre du plan. Le rapport complet se trouve à l'adresse www.gnb.ca/0000/indexf.asp.

L'initiative Bienvenue à la maternelle, créée par l'Alliance-Éducation, a été lancée au Nouveau-Brunswick en avril dans le cadre d'un projet pilote visant douze écoles afin de préparer les enfants d'âge préscolaire et leurs parents à l'entrée à la maternelle. Le programme, qui a été lancé en 2005 dans certaines écoles de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, offre aux enfants et aux intervenantes un sac de bienvenue contenant des ressources et des activités ainsi qu'une séance d'orientation. Cette séance a pour but de faire connaître l'école aux futurs élèves et de les familiariser avec les lieux en plus d'offrir aux parents et aux intervenantes certains outils et des stratégies pour aider les enfants durant l'année scolaire.

ONTARIO

Le 23 mars, l'Ontario a publié son budget 2006-2007. Le document souligne que la fin des ententes fédérales-provinciales sur la garde à l'enfance signifie que la province est privée de 1,4 milliard de dollars destinés à la création de nouvelles places dans des services de garde licenciés et à des subventions pour les familles. Pour palier ce manque à gagner, la province a annoncé que le solde de 63,5 millions de dollars sera réparti sur les quatre prochaines années afin de maintenir les 14 000 places déjà créées.

Les commissions scolaires publiques de l'Ontario et les syndicats d'enseignants se sont unis pour former une coalition contre le plan du premier ministre Harper de verser 1 200 \$ en prestation de garde. L'Association canadienne des commissions/conseils scolaires, les municipalités et d'autres organismes de défense des enfants ont offert leur soutien au groupe, qui est composé de l'Ontario School Boards' Association et de syndicats d'enseignants à l'école publique élémentaire et secondaire en Ontario. La coalition prévoit sensibiliser les gens en demandant à toutes les personnes touchées par l'élimination de l'entente sur l'apprentissage et les soins de la petite enfance - c'est-à-dire les particuliers, les parents, les groupes et les conseils scolaires d'exercer des pressions sur leur député.

Plusieurs collectivités de l'Ontario recevront de nouvelles places en garderie, et ce, malgré l'annulation de l'entente sur l'apprentissage et les soins de la petite enfance par le gouvernement fédéral. Les nouveaux fonds seront versés dans le cadre de l'initiative provinciale Meilleur départ, qui est un programme de développement de la petite enfance créé afin de préparer les enfants à entrer en première année. Sudbury est l'une des villes qui recevra des fonds, soit 5,188 millions de dollars pour créer 422 nouvelles places pour 2006-2007. Ces places s'ajoutent aux 270 nouvelles places sur trois ans promises en juillet par le programme Meilleur départ. La région de Simcoe/Muskoka obtiendra 315 nouvelles places en septembre par le biais du YMCA grâce aux fonds de démarrage du programme Meilleur départ. La vice-présidente du YMCA, Karen Pulla, s'est

engagée à ne pas fermer les nouveaux centres une fois que le gouvernement fédéral cessera de financer le programme en mars

QUÉBEC

La Coalition des services de garde et des services aux familles, qui est une organisation composée d'associations de services de garde, de syndicats et de groupes représentant les femmes, les familles et les collectivités du Québec, est d'avis que la nouvelle prestation fédérale est inéquitable. Selon le plan proposé, l'organisation déclare qu'il restera un montant moins gros après impôt pour les familles ayant un revenu modeste entre 20 000 \$ et 40 000 \$ par an que pour les familles mieux nanties. La coalition souhaite qu'un crédit d'impôt remboursable soit mis en place comme moyen de soutien de rechange pour les familles – un moyen qui serait plus équitable.

SASKATCHEWAN

Le budget 2006-2007, publié le 6 avril, a affecté 4.6 millions de dollars pour soutenir les soins à la petite enfance, tant pour créer de nouvelles places en garderie que pour augmenter les subventions. En réaction à l'annulation de l'entente fédérale-provinciale sur l'apprentissage et les soins de la petite enfance, le ministre des Finances Andrew Thomson a annoncé que le programme proposé de maternelle universelle était retiré du plan budgétaire; toutefois, la province versera tout de même 300 000 \$ pour élargir le programme de prématernelle en place qui est destiné aux enfants vulnérables de 3 à 4 ans.

La ministre de l'Apprentissage Deb Higgins a annoncé que la province honorera l'engagement qu'elle a pris pour améliorer la qualité des services d'apprentissage et de soins de la petite enfance et leur accès, mais l'absence de fonds fédéraux ralentira les progrès. Le 16 mars, elle a déposé une motion en faveur d'un système d'apprentissage et de soins de la petite enfance « fait en Saskatchewan ». Ce système aurait permis d'élargir les services de prématernelle pour inclure tous les enfants de 4 ans, d'augmenter les subventions, de créer de nouvelles places et d'accroître les occasions de perfectionnement professionnel pour les éducatrices de la petite enfance. Elle a renouvelé l'engagement de poursuivre les efforts pour atteindre les objectifs de la province déjà fixés, ce qui comprend l'augmentation des salaires et la création d'un nombre déterminé de places en garderie, et ce, malgré l'absence de fonds fédéraux.



CALENDRIER

AOÛT

19-22

Vancouver (Colombie-Britannique) Brain and Development Learning: Making Sense of the Science

Ce congrès cherche à enrichir et à améliorer la vie des enfants en vulgarisant les recherches de pointe en psychologie et en neuroscience pour les non-scientifiques (y compris les parents) qui travaillent quotidiennement auprès des enfants. Des crédits de formation professionnelle continue seront offerts aux éducatrices, aux médecins, aux avocats, aux psychologues, aux professionnels para-médicaux et autres. Pour de plus amples renseignements, consultez le site www.interprofessional.ubc.ca/ brain_dev_and_learning.html.

SEPTEMBRE

28-29

Winnipeg (Manitoba) Celebrating the Power of Families and Communities

Cette année, le congrès des Services à la famille-Canada (SFC) vise à mettre à l'honneur des initiatives communautaires, des

programmes d'organismes et des recherches qui portent sur les points forts et le pouvoir des familles et des collectivités. Ce congrès attirera l'attention sur les forces, les atouts et le pouvoir d'opérer des changements positifs chez les familles, même chez celles qui sont apparemment les plus désavantagées et vulnérables. Pour de plus amples renseignements, appelez les SFC au 1-800-668-7808 ou consultez le site www.familyservicecanada.org.

OCTOBRE

Vancouver (Colombie-Britannique) Childhood and Adolescent Obesity 2006

Ce congrès favorisera la discussion sur des enjeux pratiques liés à l'obésité chez les enfants et les adolescents. Il présentera aussi des nouvelles sur les programmes actuels et les nouvelles initiatives en cette matière, ainsi que les interventions pour prévenir ou traiter l'obésité chez les enfants. Information: (604) 822-752; ipad@interchange.ubc; www.interprofessional. ubc.ca.

Affichez avec fierté le code de déontologie

pour les intervenantes en service de garde!

Halifax (Nouvelle-Écosse) Congrès de l'automne et assemblée générale annuelle

Congrès organisé par la Nova Scotia Child Care Association (NSCCA), un organisme à but non

lucratif réunissant les intervenantes des services de garde de la Nouvelle-Écosse et un membre affilié de la FCSGE. Information : site Web de la NSCCA.

15-18 Fredericton (Nouveau-Brunswick) 2006 Recognizing Learning

Le Sixième Forum international sur la reconnaissance des acquis et la reconnaissance des qualifications professionnelles aura lieu à l'hôtel Delta Fredericton. Il présentera des conférenciers inspirant, des occasions importantes de réseautage, des initiatives clés, des pratiques novatrices et des discussions sur les politiques publiques. Pour l'appel de communications et d'autres renseignements, communiquez avec l'Association canadienne pour la reconnaissance des acquis au 1-877-731-1333 ou consultez le site www.capla.ca.

23-27 Montréal (Québec)

Journées annuelles de santé publique Les Journées annuelles de santé publique (JASP) célèbrent leur dixième anniversaire par une édition internationale de cinq jours! Ce grand événement de formation et de partage des connaissances rassemblera près de 2 000 personnes exerçant en santé publique ou concernées par l'action de santé publique, venues partager leurs connaissances, bâtir des ponts entre la recherche et la pratique et générer des collaborations dans la perspective d'améliorer la santé et le bien-être de la population. Pour de plus amples renseignements, consultez le site www.inspq.

Cette affiche tout en couleurs du code de déontologie de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance égayera votre service de garde et témoignera aux parents de votre professionnalisme. Il s'agit aussi d'un cadeau parfait pour une collèque spéciale!



Dimension: 28 cm x 43 cm (11 po x 17 po) • 5 \$ chaque

Pour commander l'affiche, contactez la FCSGE au (613) 729-5289 poste 234; ou visitez la cyberboutique à www.cccf-fcsge.ca.

NOVEMBRE

qc.ca/jasp/.

Saskatoon (Saskatchewan) The Future Generations

Ce congrès, organisé par la Saskatchewan Early Childhood Association, vise à explorer l'avenir des services d'apprentissage et de soins de la petite enfance en Saskatchewan. Information: (306) 975-0875; saskcare@sasktel.net; www.sasktelwesbsite. net.

Vancouver (Colombie-Britannique) World Forum 2006: future directions in child welfare

Ce congrès vise à explorer et à partager le savoir, l'information et les données sur les pratiques prometteuses et les approches

novatrices pour contrer la violence et la négligence à l'égard des enfants. De nouvelles tendances et de nouveaux développements dans les domaines de la protection de l'enfance, de la recherche et du réseautage seront présentés. Les conférences mettront l'accent sur des solutions pratiques et novatrices, sur des recherches de pointe et sur des pratiques fondées sur des preuves. Information: www.worldforum2006.ca.

RESSOURCES

Un défi national pour les écoles : le poids du monde (2004)

La santé des enfants canadiens est devenu une question primordiale : au cours des 15 dernières années, l'obésité a doublé chez les pré-adolescentes et triplé chez les garçons. La Canadian Broadcasting Corporation (CBC) en partenariat avec l'Office national du film du Canada a produit un DVD intitulé Le poids du monde. Le film vise à informer les jeunes Canadiens et

Canadiennes au sujet de la santé, à provoquer des discussions et à fournir des idées d'activités à pratiquer à l'école et au sein des collectivités. Le programme met au défi les jeunes à être plus actifs et à manger sainement. Le DVD est disponible gratuitement au site Web www.cbc.ca/montreal/weighthteworld/ index.html. (Bien que le site Web soit en anglais, les ressources sont disponibles en français). Une série d'outils pédagogiques, affiches, dépliants et ressources pour les enseignants peuvent être téléchargés à partir du site Web - cliquer sur « Downloads » et sélectionner « French ».

Un départ santé pour la vie

Bonnes ou mauvaises, les habitudes débutent très tôt dans la vie. L'organisme Diététistes du Canada, en collaboration avec neuf organismes, a mis sur pied ce projet afin d'aider les parents et les intervenantes en services de garde à assurer la croissance et le développement sains des enfants d'âge préscolaire. Cette initiative comprend un cours en ligne et des ressources afin de permettre d'en apprendre davantage et de promouvoir les besoins en nutrition et

activité physique des enfants d'âge préscolaire. Ces ressources comprennent aussi des stratégies utiles pour que les enfants mangent mieux, un guide de planification de menus et un guide de planification d'activités. Pour consulter ces ressources ou pour télécharger le cours en ligne, visitez www.dietitians.ca/ healthystart/content/fr resources/index.asp.

SOS stress - Un guide pour les enfants

Les enfants n'ont pas toujours la faculté de comprendre et d'exprimer ce qui leur arrive, ils ne peuvent pas dire « Je suis stressé ». Mais les signes du stress se manifesteront inévitablement dans leur comportement. Ce petit guide a été conçu pour les personnes œuvrant auprès des enfants - parents, enseignants et intervenantes en services de garde -, afin de les aider à reconnaître un enfant qui est sous pression et à l'aider à gérer son stress de façon saine et féconde. Disponible au coût de 12,79 \$. Pour toute commande, communiquer avec Le livre voyageur, tél. et téléc. (450) 928-2626; courriel info@lelivrevoyageur.com.



COUVERTURE

Lauréats

Nadine Girard Ste-Julie (Québec)

Sirivan Quangtakoune Regina (Saskatchewan) Heather Kerr-Gauthier Nepean (Ontario)

Danielle Robert
Prince Albert (Saskatchewan)

















Digne de mention

En ordre alphabétique*

Karin Bradley Middle Sackville (Nouvelle-Écosse)

> Cyndi Desharnais Whitehorse (Yukon)

Anick Dupont Mascouche (Québec)

Nadine Girard Ste-Julie (Québec)

Gail Kelly London (Ontario)

Rachel Leblanc Ottawa (Ontario)

Tammy MacKinnon St. Peter's Bay (Île-du-Prince-Éduard)

Wee Folk Centre Greenwood (Nouvelle-Écosse)

* Pour préserver l'anonymat des enfants, les noms et les lieux ne correspondent pas aux photos.









